N° 26 (Anc. sér. N° 325) Décembre 1954 "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" Mensuel 30 fr.

DANS CE NUMÉRO :

PACIFISME, DÉSARMEMENT ET MARXISME RÉVOLUTIONNAIRE par **J. P. MARTIN** (pages 6 et 7)

- LA IV° INTERNATIONALE LANCE UN APPEL POUR LA RÉVISION DES PROCÈS DE MOSCOU, PRAGUE, SOFIA, BUDAPEST. (page 9)

Le budget de Mendès-France ; **Les poursuites contre "France-Observateur"** ; Crise japonaise ; **Churchill, l'allié de 1945** ; Dans les Entreprises et les Syndicats.

Page 12
En réponse à l'appel du Parti Socialiste Allemand : Conférence Ouvrière Internationale.

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

FRONT UNIQUE des PARTIS de la CLASSE OUVRIERE CONTRE la GUERRE COLONIALISTE en ALGÉRIE

D. Frank

A l'aide de la classe ouvrière allemande contre le réarmement de sa bourgeoisie

Au moment où paraîtra ce numéro commencera le débat pour la ratification des accords de Paris, par l'Assemblée nationale. On ne peut guère douter que l'Assemblée nationale qui a rejeté la C.E.D. ratifiera la néo-C.E.D. Nous en avons donné les raisons le mois dernier, et n'y reviendrons guère dans ce numéro. Parmi les raisons fournies pour faire passer le vote, on entend : la ratification, loin d'empêcher la négociation avec l'Est, en est une condition. L'avenir se chargera vite de dissiper les illusions à ce sujet. Mais la ratification ne manquera pas entre autre, d'avoir des conséquences de la plus haute importance pour lesquelles il faut dès maintenant préparer la classe ouvrière de France.

C'est avec de très grandes difficultés que, finalement, les parlements européens auront voté ces accords qui comportent comme clause essentielle le réarmement de l'Allemagne capitaliste. Mais s'il a déjà été assez difficile d'obtenir les votes de quelques centaines d'élus capitalistes, la mise en application de ces accords comporte la mise sous l'uniforme de plusieurs centaines de milliers d'Allemands, en grande majorité des jeunes travailleurs.

Or, l'épouvantable expérience du nazisme — dont le peuple allemand a été la première et la plus importante victime — a eu comme conséquence une profonde hostilité dans les masses travailleuses allemandes, notamment dans la jeunesse ouvrière, à prendre le chemin de la caserne. Il ne s'agit pas d'un phénomène du type objecteur de conscience, manifestation individualiste à caractère petit-bourgeois, comme il se manifeste notamment dans les pays anglo-saxons. Il s'agit d'une véritable opposition de masse, d'une opposition ouvrière, bien qu'elle soit imprégnée de sentiments confus. Cette opposition s'est manifestée dans les mois passés aux Congrès du P.S. (Berlin, septembre 1954), de la jeunesse syndicale (Dusseldorf) et de la D.G.B., la C.G.T. allemande (Francfort).

Les hauts dirigeants du P.S. et de la D.G.B. ne sont certainement pas très résolus à mettre en application les résolutions contre la remilitarisation votées à ces Congrès. Mais l'opposition dans le peuple allemand est très profonde et s'exprime en toute occasion, en dépit de la molesse et de l'esprit timoré des dirigeants ouvriers.

Les élections de Berlin-Ouest sont, à ce propos, de la plus haute signification. C'est là que la divi-

(SUITE PAGE 12.)

SPECTACLE édifiant que ce débat à l'Assemblée nationale sur l'Afrique du Nord !

Ces messieurs ont mal digéré Dien-Bien-Phu, ils cherchent un terrain de revanche. Les foudres de guerre sont légion dans le parlement. C'est à qui affiche un parler plus martial.

Cette façade verbeuse et ronflante ne trompe personne : c'est la peur et l'impuissance qui serrent les tripes des porte-paroles patentés du colonialisme. La peur devant la marche inexorable des peuples opprimés vers leur émancipation et l'impuissance à contenir durablement cette marée montante. Derrière le spectre de la perte de l'Afrique du Nord, terre d'élection du gros colonialisme, berceau de la plus sombre réaction, se profile la décadence irrémédiable de la bourgeoisie française.

par **Robert LEBLOND**

Les militants des mouvements d'émancipation nord-africains sont prévenus : les promesses de petites réformes diverses qu'on leur fait miroiter périodiquement et « d'autonomie interne » ne doivent pas altérer l'essentiel du totalitarisme colonialiste. Telles sont les fameuses limites qui ne doivent pas être dépassées. Tout le débat a tourné autour de ces « limites » dans les concessions et de l'accroissement des forces répressives. Grandeur et misère d'une bourgeoisie aux abois !

Le gouvernement Mendès-France investi par les votes des députés socialistes et communistes a fait de son mieux pour calmer les transes des porte-voix du lobby nord-africain. Jamais il n'y a eu tant de troupes en Afrique du Nord que sous ce « gouvernement de l'espérance ». Mendès a promis de s'occuper de la jeunesse, c'est un homme de parole : il l'envoie faire de la sale besogne et se faire trouer la peau en Afrique du Nord. La détente en Tunisie, Mendès la conçoit aussi en homme original à sa façon : 238 « fellaghas » ont été tués depuis son voyage éclair à Tunis, contre 49 dans les quatre mois précédents. Ce tableau de chasse fut l'argument massue du gouvernement, qui lui permit de rallier les suffrages des René Mayer et consorts. Les militants du Néo-Destour l'apprécieront à sa juste valeur.

« L'autonomie interne » qui dans l'esprit de Mendès-France devait servir à appâter la bourgeoisie tunisienne pour en faire un rempart contre les aspirations des larges masses, se rétrécit et se ratatine telle la peau de chagrin. En fait de police on propose aux Tunisiens la prérogative de règler la circulation des villes. Pour le reste, ils devront s'en remettre à ces policiers qui arrêtèrent un beau matin le gouvernement Chenick, indocile, et qui jouèrent un rôle prépondérant dans l'assassinat de Ferhat Hached et de Hedi Chaker. A cet exemple, on

(SUITE PAGE 12.)

Nos lecteurs nous écrivent :

Un sympathisant :

Je suis abonné à la Vérité des Travailleurs... *Maintenant, au sujet de l'Algérie et même des deux autres pays Tunisie et Maroc, ça commence à discuter sérieusement. Mais, tu vois, où je manque le plus d'éléments c'est pour répondre à ce qu'a fait la France là-bas. Pour moi il n'y a pas d'équivoque, je le sais, mais ce qu'il faut c'est des chiffres, des statistiques, pour bien le faire comprendre aux copains. Il faut pouvoir expliquer la loi électorale ; combien les colons ont de terre cultivable ; combien il y a d'écoles, d'hôpitaux, de dispensaires ; l'application de la caisse de compensation ; le salaire; le coût de la vie ; combien il y a de chômeurs là-bas ; combien il y en a ici qui viennent pour travailler. En somme, je crois qu'il serait utile de publier une petite documentation sur l'Afrique du Nord...*

Un groupe de camarades de Blois ;

« *Je veux tout d'abord vous féliciter du nouveau format, à la fois plus frappant, étoffé et distinctif que vous avez donné à ce dernier numéro du journal, et que nous souhaitons ne pas être seulement un changement extérieur.*

Nous avons repris, entre camarades, après la visite que je vous ai fait, la discussion sur les lignes de force de votre politique, nos conclusions ont été unanimes et assez nettes. Les voici

Un gouvernement P.C.-P.S. que vous préconisez presqu'impensable, ne serait possible que sur un programme bourgeois suivant les directives éhontées de collaboration de classes et de tromperie, menant à reculer le pouvoir et à remettre en selle la bourgeoisie comme en 1944-1947 — *et ce serait un leurre et un échec révolutionnaire encore plus tragique que le front populaire de* 1936 — *les conditions sont plus mauvaises qu'en* 36 *car toutes les forces économiques sont contrôlées par les groupes internationaux et américains, donc impossibilité de bouger réellement et changer en quoi que ce soit la structure du régime sans guerre générale.*

D'autre part, vous n'arriverez pas par persuasion à faire prendre le pouvoir au P.C. qui n'en veut pas, ma gré tous les bourgeois qui ne le veulent pas et avec un P.S. qui n'en veut pas avec le P.C...

Comme première réponse à cette lettre nous ne saurions mieux faire que de reproduire ci-après la position des bolcheviks sur le mot d'ordre du gouvernement ouvrier — dont la concrétisation actuelle en France est : gouvernement P.C.F.-P.S. — telle qu'elle est exprimée dans la résolution du 4e Congrès de l'I.C. (1920). Nous attirons particulièrement l'attention de nos camarades de Blois :

1° sur le programme préconisé par les bolcheviks pour un tel gouvernement, qui est aussi celui que nous préconisons actuellement;

2° sur les conditions de formation de ce gouvernement ;

3° sur le caractère dynamique de ce mot d'ordre sur les luttes ouvrières.

Nous ajoutons, en ce qui concerne l'appréciation que portent nos camarades sur les actuels grands partis de la classe ouvrière, que les partis ouvriers, dont parle la résolution citée ci-dessus, n'étaient en rien plus exemplaires du point de vue révolutionnaire. Nous pensons en particulier au parti socialiste allemand, dirigé par Noske, assassin de Liebknecht et de Luxembourg !

Le gouvernement ouvrier (éventuellement le gouvernement paysan) devra partout être employé comme un mot d'ordre de propagande général. Mais, comme mot d'ordre de politique actuelle, le gouvernement ouvrier présente la plus grande importance dans les pays où la situation de la société bourgeoise est particulièrement peu sûre, où le rapport des forces entre les partis ouvriers et la bourgeoisie met la solution de la question du gouvernement ouvrier à l'ordre du jour comme une nécessité politique.

Dans ces pays, le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier » est une conséquence inévitable de toute la tactique du front unique.

Les partis de la 2e Internationale cherchent, dans ces pays à « sauver » la situation en prêchant et en réalisant la coalition des bourgeois et des social-démocrates. Les plus récentes tentatives faites par certains partis de la IIe Internationale (par exemple en Allemagne), tout en refusant de participer ouvertement à un tel gouvernement de coalition, pour le réaliser en même temps sous une forme déguisée, ne sont rien moins qu'une manœuvre tendant à calmer les masses protestant contre de semblables coalitions, et qu'une duperie raffinée des masses ouvrières. A la coalition ouverte ou masquée, bourgeoise et social-démocrate, les communistes opposent le front unique de tous les ouvriers et la coalition politique et économique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois pour le renversement définitif de ce dernier. Dans la lutte commune de tous les ouvriers contre la bourgeoisie, tout l'appareil d'Etat devra tomber dans les mains du gouvernement ouvrier et les positions de la classe ouvrière en seront renforcées.

Le programme le plus élémentaire d'un gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations bourgeoises contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à faire tomber sur les riches le principal fardeau des impôts et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

Un gouvernement de ce genre n'est possible que s'il naît dans la lutte des masses mêmes, s'il s'appuie sur des organes ouvriers aptes au combat et créés par les couches les plus vastes des masses ouvrières opprimées. Un gouvernement ouvrier résultant d'une combinaison parlementaire peut aussi fournir l'occasion de ranimer le mouvement ouvrier révolutionnaire. Mais il va de soi que la naissance d'un gouvernement véritablement ouvrier et le maintien d'un gouvernement faisant une politique révolutionnaire doivent mener à la lutte la plus acharnée et, éventuellement à la guerre civile contre la bourgeoisie. La seule tentative du prolétariat de former un gouvernement ouvrier se heurtera dès le début à la résistance la plus violente de la bourgeoisie. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier est donc susceptible de concentrer et de déchaîner des luttes révolutionnaires.

la vie du parti

REUNION DU COMITE CENTRAL

Le Comité central du parti s'est réuni, courant décembre.

La discussion politique, ouverte par un rapport du camarade Frank, permit de préciser le caractère du gouvernement Mendès-France, en particulier après l'échec de sa tentative d'inclure des socialistes.

Une importante partie de la discussion fut consacrée à la lutte contre la guerre colonialiste qui démarre en Afrique et à la nécessité d'œuvrer au front unique de la classe ouvrière et de ses organisations en France pour stopper cette guerre et aider la lutte émancipatrice des peuples d'Afrique du Nord.

Le rapport montra dans les faits la justesse de la décision prise par notre dernier C.C. en ce qui concerne le journal et combien, à la fois elle correspond à nos possibilités et fait du journal une arme de combat plus efficace et mieux adaptée à la situation que par le passé. Ceci se marque en particulier aux lettres que nous recevons de nos lecteurs ou de nouveaux lecteurs qui nous demandent l'envoi du journal.

En conclusion il fut décidé que jusqu'au prochain C.C. notre tâche principale est D'ASSEOIR NOTRE JOURNAL DANS SA FORMULE ET SA PERIODICITE ACTUELLES, PAR L'EFFORT PERMANENT ET MAXIMUM DE TOUT LE PARTI POUR LA SOUSCRIPTION ET LES ABONNEMENTS

En fonction du recrutement effectué dans la dernière période, le C.C adopta une résolution sur le problème de la formation des stagiaires.

Nous avons appris la mort de notre camarade
Georges BILLARD,
ancien membre du Parti, décédé après une pénible maladie.

Tous ceux qui l'ont connu garderont de lui le souvenir d'un excellent camarade, entièrement dévoué à la cause de la Révolution.

EN 4 SEMAINES

● REVISION DE LA CONSTITUTION. — Ce que les gouvernements de la droite classique (Pinay, Laniel...) n'étaient pas parvenus à faire, à savoir faire voter par le parlement une révision réactionnaire de la Constitution, le gouvernement de la bourgeoisie « intelligente » (une définition d'un progressiste qu'il serait vraiment dommage de laisser dans l'oubli) l'a obtenu en quelques séances Le sénat est retrouvé. Le président du Conseil qui n'aura besoin que d'une majorité au rabais disposera du décret de clôture pour envoyer l'Assemblée nationale en vacances. Et ce n'est qu'un début, nous promet-on.

● TEL EST PRIS... — L'affaire des fuites a donné lieu à un âpre débat entre le gouvernement et des membres de la droite ; c'est le progressiste d'Astier de la Vigerie, et non le PC. qui fut mis en cause. Le gouvernement se vit délivrer un certificat de bonne conduite par un spécialiste des questions d'espionnage, Loustanau-Lacau.

Ce débat confirme et précise ce que nous écrivions il y a deux mois. Une équipe de policiers, au service d'opposants politiques, avait tendu un piège au gouvernement. Averti de l'affaire, celui-ci a coincé les exécutants, et s'est entendu avec certains de ses adversaires politiques, les Brune, les Martinaud-Deplat. Quant aux autres, les Bidault et autres Legendre (le député des betteraviers), ils n'avaient plus qu'à déverser vainement leur rage.

● DE GAULLE ET MENDES-FRANCE. — A la Journée Nationale du R.P.F., du 4 décembre, le général de Gaulle, sortant exceptionnellement de son « mépris de fer » à l'égard du régime parlementaire, a fait l'éloge de Mendès-France.

L'homme Providence de 1945 a-t-il reconnu en Mendès-France une autre providence du capitalisme ? Et faute de pouvoir affermir ce dernier à l'aide des troupes de choc du R.P.F. comme il en manifestait la volonté en 1948, son échec l'incline-t-il vers les méthodes plus rusées de Mendès ?

En tout cas, il lui manifeste visiblement son intérêt et sa bienveillance.

Symptôme mineur mais non dénué d'intérêt, Mlle de Miribel, ex-secrétaire de de Gaulle, qui n'avait quitté cette tâche que pour entrer au Carmel, en est ressortie... et vient de reprendre du service au Ministère des Affaires étrangères, sous la direction de Mendès-France !

● UN JURY D'HONNEUR. — Le ministre de l'Intérieur, Mitterand, propose à Bidault un jury d'honneur sur la question de sa démission du ministère Laniel. Les travailleurs ne sont pas fâchés de voir tous ces gens si portés sur « l'honneur » se déchirer à belles dents.

LISTE DE SOUSCRIPTION

Liste 8.321: 250; liste 1.426: 520; Denise: 500; liste 6.312: 1.850; B. J.: 45; vente au local: 360; liste 1.739: 2.650; de province: 180. Total: 8.605.

Liste belge: 1.000 fr. belges; liste de souscription belge n° 31: Launoy Florent 150; un typo: 45; un verrier: 20; un ouvrier des A.C. E.C. Charleroi: 70; un typo: 83. Total francs belges: 1.368.

Total général: 18.180 fr.

Halte aux poursuites contre "France-Observateur"

Une fois de plus il faut faire front pour défendre les libertés les plus élémentaires. Ce n'est pas auprès des lecteurs de notre journal qu'il est nécessaire de développer les raisons d'agir à ce sujet dans leurs organisations et dans leurs milieux de travail pour faire reculer la répression devant une large mobilisation des masses.

Il est toutefois nécessaire ici de souligner quelques aspects nouveaux de la répression gouvernementale, de la répression des « bourgeois intelligents ». Car, rien ne serait plus naïf de penser que le juge Duval a agi à l'insu de Mendès-France et Mitterand.

A la différence de Brune et Baylot, ils s'attaquent non au P.C. et à ses dirigeants, mais aux progressistes. Ils savent qu'ils n'auront pas d'effet sur C. Bourdet ou G. Martinet ; la courageuse déclaration de ce dernier dans le numéro de France-Observateur, du 9 décembre l'atteste. Mais ils veulent certainement intimider tout un courant bourgeois ou petit bourgeois qui jusqu'alors n'hésitait pas à s'associer au P.C. contre la guerre d'Indochine ou la C.E.D. L'équipe Mendès-France a exploité, à ses débuts, ce courant contre les vieilles formations des Laniel et autres « indépendants et paysans ». Mais maintenant il s'agit des accords de Paris, il s'agit de mener la guerre en Afrique du Nord. Et pour ce faire, Mendès-France veut isoler au maximum le P.C. et les mouvements de libération nationale des colonies, avant de frapper très fort. Pour cela, il commence par frapper sur quelques progressistes. Si on pouvait avoir des doutes sur ce point, qu'on se demande l'objet de cette arrestation de deux hommes dont le crime est d'avoir écrit une lettre à France-Observateur, lettre qui n'a été ni publiée ni utilisée par ce journal.

En même temps Mendès-France montre aux Brisson et Co qu'il n'a vraiment aucune attache avec ces milieux « neutralistes », « crypto » et que seuls des Legendre peuvent l'en accuser avec mauvaise foi.

Rien ne serait plus erroné que de penser pouvoir battre la répression ainsi commencée sur le simple plan juridique et des protestations de journalistes et intellectuels. C'est une action de masse qu'il faut susciter : et c'est la tâche des partis et syndicats ouvriers de mobiliser les travailleurs par un front unique entre organisations pour la défense des libertés démocratiques.

V. T.

Un rassemblement qui avorte

Une conférence qui s'est tenue récemment entre diverses organisations de gauche (Union progressiste, Jeune République, M.L.P., etc.) n'a pas abouti à l'union recherchée. Le point d'accrochage a été l'attitude et les rapports vis-à-vis du P.C.F.

Ces groupements sont en général à composition ou à tendance petite bourgeoise, aux positions constamment fluctuantes. Aussi n'est-il pas surprenant qu'une fois de plus on assiste à un tel échec de tentatives de regroupement. Il n'est également pas surprenant que les difficultés proviennent de la question de l'attitude envers le P.C.F. Si certains, parmi les progressistes, s'accommodent fort bien de suivre les méandres de la politique stalinienne, d'autres ont plus de difficultés à le faire, sans parler de ceux qui tirent ces groupements vers la droite.

Seul un fort parti ouvrier avec une orientation ferme pourra mettre un terme aux oscillations de ces groupements.

LISEZ :

M. PABLO

LA GUERRE QUI VIENT
(capitalisme ou socialisme)

200 fr.

L'analyse marxiste la plus profonde de la situation mondiale, de son évolution actuelle, des perspectives de la Révolution du rôle de la IVe Internationale.

E. GERMAIN

LES PROBLEMES ECONOMIQUES DE L'U.R.S.S.

80 fr.

Une étude des questions fondamentales permettant de comprendre les nouveaux développements économiques et politiques en Union soviétique.

LE BUDGET MENDES-FRANCE

L'Assemblée nationale, entre deux séries d'interpellations, s'occupe du budget et va aborder la loi de finances. Cette année encore, les divers budgets arrivent l'un après l'autre et la loi de finances n'est présentée qu'à la fin, de sorte qu'il est impossible d'avoir une vue bien précise des finances du pays, soit avant la discussion soit pendant celle-ci. Nous reviendrons ultérieurement sur ces questions lorsqu'on aura une vue complète des mesures gouvernementales et de leurs incidences sur l'économie. Ajoutons que ce procédé n'est pas dû à un fonctionnement défectueux des services du ministère des Finances, mais est intentionnellemnt employé par le gouvernement pour qu'on y voie moins clair.

Dans le présent article nous nous bornerons à quelques remarques générales.

Le budget 1955 suit de très près celui qui fut établi l'an dernier par le gouvernement Laniel. Rien de surprenant: dans l'un et l'autre cas, l'auteur principal en est Edgar Faure. et il n'est aucun gouvernement bourgeois qui puisse modifier grand chose à la structure actuelle de l'économie française, arriérée et vivant avant tout sur la défense de positions acquises.

Les dépenses pour 1955 sont estimées à 3.313 milliards de francs (dans le budget 1954, ce chiffre était de 3.191 milliards, mais les dépenses effectives ont atteint 3.327 milliards).

Malgré l'arrêt de la guerre d'Indochine, le budget militaire est à peine réduit, passant de 970 milliards à 890 milliards. A noter à ce sujet que les dépenses d'Indochine sont encore indéterminées et dépendent de l'aide américaine.

Le budget des dépenses civiles ordinaires est en très légère augmentation (1.808 au lieu de 1.736 milliards). Le gouvernement explique cela par les augmentations de traitements des fonctionnaires ; mais il se garde bien d'insister sur la répartition de ces augmentations en fonction de la hiérarchie qui a favorisé les catégories supérieures. Par incidence, les députés en ont bénéficié, ils se sont en cette occasion bien servis une augmentation de plus de 25.000 fr par mois.

Beaucoup de bruit...

Le gouvernement Mendès-France a fait grand bruit sur ses intentions de « redresser » la structure de la France, et de son économie. Que voyons-nous sur ce point

Selon les prévisions, le produit national brut devrait en 1955, augmenter de 5 % environ, par rapport à l'année précédente. C'est que les dépenses de consommation ne devraient augmenter que de 4 %, tandis que les investissements devraient augmenter de 10 %. Les investissements prévus au budget augmentent de très peu, 6 % environ. L'agriculture, les transports, l'éducation et l'équipement des colonies en bénéficieront. A vrai dire, dans le cas de l'éducation nationale. on ne peut vraiment pas parler d'une augmentation réelle. En laissant de côté ce qui concerne les dépenses pour les travaux de recherche, on se trouve devant le problème de l'augmentation de la « population scolaire » de 6 %, pour laquelle il n'y a pas la moitié des classes nécessaires pour la recevoir.

C'est sur une augmentation de 200 milliards des investissements privés que le gouvernement compte avant tout pour rénover l'économie française. La somme est en soi faible et ne peut pas apporter de modifications sensibles. Pour stimuler les capitalistes à procéder à ces investissements, le gouvernement envisage diverses mesures. Il est question d'assouplissements fiscaux, c'est-à-dire de dégrèvements d'impôts pour les sociétés capitalistes, tandis que rien ne sera fait pour les salaires, dont on prétend qu'ils ne doivent pas augmenter pour éviter l'inflation. Parmi les mesures favorables pour les capitalistes, signalons qu'actuellement est lancé un emprunt, sous la forme de placement de « certificats d'investissements » qui assurent à ceux qui y souscrivent une importante exonération de l'impôt sur le revenu. A propos des mesures favorables aux capitalistes, notons qu'à la tête du fonds de conversion, dont nous avons indiqué l'objectif dans le précédent numéro, vient d'être désigné un très haut fonctionnaire des finances, M. Bloch-Lainé, qui a des liens de famille avec la banque Lazard.

Selon les prévisions budgétaires, le déficit sera de 316 milliards, sensiblement le même que celui prévu au budget de l'année précédente, qui toutefois s'élève effectivement à 424 milliards. Il est probable que le déficit effectif pour 1955 sera plus élevé.

...pour rien

Le ministre des Finances a célébré ces jours-ci dans des déclarations à la presse la bonne marche de l'économie française grâce aux mesures qui ont été prises dans les années précédentes. Il s'est exprimé presque dans les mêmes termes que le faisait Pinay au congrès des indépendants.

La base de ces déclarations optimistes, c'est la réduction du déficit de la balance commerciale, obtenu malgré une augmentation des importations, et c'est une augmentation de la production industrielle par rapport à l'année 1953. Mais ces phénomènes ne sont pas spécifiques à la France. La plupart des pays d'Europe occidentale ont connu en 1954 une telle amélioration. Elle est dûe moins à des qualités spécifiques de l'économie française qu'à des raisons bien particulières, dont un accroissement d'exportation vers des pays sous-développés en l'absence d'une concurrence plus grande des Etats-Unis, et l'aide économique et militaire des Etats-Unis, notamment des commandes off shore — c'est-à-dire des causes extérieures.

Tout compte fait le nouveau budget ne marque rien de saillant par rapport aux précédents. Les efforts de rénovation du capitalisme français sont extrêmement limités. Les déclarations un peu bruyantes sur la coopération avec le capitalisme allemand ou sur les grands efforts en direction de l'Afrique du Nord ou de l'Afrique Noire dès qu'on essaie de les chiffrer, se montrent réellement sans contenu bien substantiel.

Et c'est encore la plus grande tentative du capitalisme français depuis la fin de la guerre pour sortir de l'enlisement qui est en train de s'effectuer à présent !

C. HENRY.

PROBLEME DU P.C.F.

Les cellules d'entreprise

Depuis des années, le problème le plus aigu de la vie intérieure du P.C.F. est celui du fonctionnement des cellules d'entreprise.

Le fonctionnement d'une cellule d'entreprise est évidemment des plus complexes.

Le fait de rassembler en dehors des heures de travail, des ouvriers qui demeurent à des endroits différents et qui le soir sont pressés de rentrer chez eux, appelés par les servitudes de la vie quotidienne, présnte déjà une assez grande difficulté.

De plus, la cellule locale où se rencontrent des militants venant de différents milieux, qui apportent dans les discussions le reflet de la pensée de couches sociales diverses, exerce en général sur les militants un attrait plus grand que la cellule d'entreprise où la discussion politique n'est pas toujours d'une grande richesse.

Cependant, les avantages que présente la cellule d'entreprise sont bien plus importants pour un parti ouvrier que les difficultés auxquelles il se heurte.

C'est à l'entreprise que l'organisation du parti est le mieux lié à la classe, c'est l'entreprise qui constitue le meilleur terrain d'éducation des masses, c'est à l'entreprise que la ligne politique du parti trouve sa meilleure application, et c'est là surtout qu'elle y trouve sa confirmation dans sa capacité ou non de mobiliser les masses sur ses objectifs politiques.

Lecœur, avant sa relégation à la base, rappelait toujours consciencieusement « que la cellule d'entreprise est la colonne vertébrale du parti ».

Pourtant il ne parvenait à aucun résultat probant.

Servin a pris sa place, et comme un écho, il écrit : « il nous faut porter une attention particulière au problème de l'organisation du parti à l'entreprise ».

Depuis, il en est toujours à citer d'importantes entreprises où il n'y a pas encore, ou plus, de cellules depuis longtemps.

Doit-on croire que les militants n'exécutent plus les tâches ? Allons donc !

La solution de ce problème est ailleurs. Et quand Servin dit : « que l'essentiel de la question à résoudre est d'ordre politique », il aurait raison, si au lieu de se retourner vers les cadres inférieurs en les accusant de ne pas prendre au sérieux les décisions prises, il examinait avec un esprit critique, la ligne politique de son organisation.

Pour que les cellules d'entreprises vivent il faut que la ligne politique de leur parti soit d'une grande justesse. Il faut qu'à l'intérieur de l'usine les militants sentent que les travailleurs sont en complet accord sur les objectifs politiques de leur parti.

Or, quelle politique les militants communistes doivent-ils défendre aujourd'hui devant leurs camarades de travail ? La politique d'union nationale contre les accords de Londres et de Paris.

Sur le plan de l'entreprise, aucune politique d'union nationale n'est possible, à moins d'une collaboration avec le patron comme en 1945.

Et alors que la lutte contre les accords de Londres et de Paris devrait se faire sur une ligne de classe très ferme, l'aspect chauvin que lui donne le P.C. permet aux éléments les plus arriérés de laisser aller leur sentiment « anti-boche ».

Alors que toutes les revendications de la classe ouvrière posent en fait la question du gouvernement là précisément le P.C. est muet; et les militants en sont réduits à appeler à faire pression sur le gouvernement qui serait susceptible (paraît-il) de faire droit aux revendications des masses.

Cette politique ne peut percer auprès des masses et les militants communistes se dissolvent dans l'activité syndicale, le P.C.F. n'ayant pas de mots d'ordre sensiblement différents de ceux de la C.G.T.

Nul doute que les cellules d'entreprises auraient une grande activité si le P.C.F. s'orientait à travers une vaste campagne de front unique avec le P.S. pour la constitution en commun d'un gouvernement des travailleurs.

Dans le prochain numéro de la **Vérité des Travailleurs** nous reviendrons une fois de plus sur ce que serait une véritable politique unitaire de la part du parti majoritaire de la classe ouvrière en France.

THEORIE ET PRATIQUE DE "L'INDEPENDANCE NATIONALE"

II

C'est peu de montrer que la pensée politique de Maurice Thorez n'est pas dans la ligne de Marx et de Lénine (1). Cette pensée politique des dirigeants du P.C.F. sert à justifier une pratique qui a cours depuis bientôt vingt ans, pratique, nous le répétons, du soutien, de l'alliance d'une fraction de la bourgeoisie.

1936-1938 :

Cette politique fut appliquée à partir de juin 1936, date à laquelle le P.C.F. reprenait à son compte la « Marseillaise » et le drapeau tricolore, symboles d'une révolution passée, de nature bourgeoise. L'allié bourgeois de cette époque, c'étaient les radicaux, c'est-à-dire, de grands bourgeois suivis par certaines parties des classes moyennes. Léon Trotsky, à ce moment, a expliqué conformément aux principes du marxisme léninisme, quil ne s'agissait pas de faire alliance avec les chefs radicaux, mais que la classe ouvrière unie devait, par son action et en prouvant ce qu'elle était capable de faire, arracher la petite bourgeoisie à ces représentants du grand capital. Le mot d'ordre selon Trotsky devait être un gouvernement Blum-Cachin (2). On sait que ni le P.S. ni le P.C.F. ne fixèrent cet objectif aux masses dont ils firent tout pour tempérer la combattivité.

Quels fruits produisit l'alliance avec les radicaux à la Daladier ? Cette politique conduisit à la liquidation du front populaire lui-même, parce qu'il était une formule de compromis avec la bourgeoisie. Et nous ne parlons pas du front des français qui suivit !

DEPUIS LA LIBERATION :

Après la Libération, le P.C.F. collabora dans la formule du tripartisme, avec des partenaires bourgeois comme de Gaulle, le M.R.P. Maurice Thorez dans ses discours, en particulier celui de Waziers, appela les ouvriers à « Produire d'Abord », c'est-à-dier à revendiquer ensuite, contribuant ainsi à remettre en selle la bourgeoisie et à sauver la patrie capitaliste.

Ensuite, à partir de 1947, ce fut toute une série de grandes grèves. On promettait à des catégories professionnelles qui entraient en lutte qu'elles seraient rejointes par d'autres, mais rien n'était fait dans ce sens par les directions politiques et syndicales, parce que l'on pensait à d'éventuels partenaires bourgeois que l'action indépendante de la classe ouvrière, seul gage de succès, pouvait incommoder. C'est la stratégie des grèves tournantes. C'est la ligne de conduite tortueuse envers les autres directions ouvrières. C'est la politique pendant les grèves d'août 1953 où le P.C.F. ne donnait aucune perspective et se contentait de « réclamer » du gouvernement. C'est bien sûr, la collaboration avec tous les Français « quels qu'ils soient », comme dit Jacques Duclos, mettant ainsi dans le même sac socialistes, petits-bourgeois et représentants du grand capital.

LA POLITIQUE DU P.C.F. A L'EGARD DU GOUVERNEMENT MENDES-FRANCE :

L'investiture de Mendès-France (contraint de signer la paix en Indochine par les victoires anti-impérialistes du Vietminh) l'abstention sur les projets financiers, l'équivoque entretenue sur le gouvernement, c'est aussi une tentative d'union pour l'indépendance nationale avec le gouvernement actuel qui devait désarticuler l'alliance atlantique et résister aux pressions combinées des participants à l'O.T.A.N. et à l'alliance occidentale.

LA POLITIQUE DEFINIE PAR MAURICE THOREZ N'EST PAS UNE ETAPE SUR LA VOIE DE L'AMELIORATION DURABLE DE LA CONDITION DES TRAVAILLEURS...

En effet, s'il n'est pas question de sous-estimer les conquêtes sociales que les travailleurs, par leur lutte, ont arrachées en 1936, les bourgeois ont pu à cause des directions socialiste et communiste reprendre d'une main ce qu'ils avaient accordé de l'autre à la classe ouvrière. Le pouvoir d'achat n'est que la moitié de ce qu'il était en 1938 ! Que reste-t-il de la loi de 40 heures

En 1947, après s'être bien servi des ministres du P.C.F. pour freiner le mouvement de la classe ouvrière (« Produire d'Abord » !) la bourgeoisie les chassait du gouvernement avec la complicité active des sociaux-démocrates qui, quelques années après, devaient à leur tour subir le même sort.

Enfin, le P.C.F., après le P.S. a voté l'investiture de Mendès-France et a entretenu l'équivoque (sans même avoir maintenant encore complètement abandonné cette attitude) à l'égard d'un gouvernement capitaliste qui s'oppose aux revendications des travailleurs, leur faisant présent d'une aumône tout à fait insuffisante.

... ELLE NE CONSTITUE PAS UNE LUTTE EFFICACE CONTRE LA GUERRE

L'alliance avec les bourgeois radicaux, en France, le front prolétarien sacrifié à l'union nationale avec une fraction de la bourgeoisie en Espagne, n'ont pas écarté la deuxième guerre mondiale. Ces alliances préparaient la défaite de la classe ouvrière française et espagnole, faisant ainsi perdre confiance aux ouvriers des autres pays.

Le P.C.F. a mené la lutte contre la C.E.D. sur le terrain chauvin de l'unité avec « qui que ce soit » et non sur le terrain de la lutte des classes pour obliger le parti socialiste qui se dérobe, à l'unité.

Quels sont les résultats de cette politique ?

Après avoir rejeté la C.E.D. pour des raisons à elle, la bourgeoisie française, par l'entremise de son gouvernement Mendès-France, participe à la création de la nouvelle C.E.D. — sans parler du pacte de Manille, de la guerre colonialiste en Afrique du Nord Seule une politique de classe pourrait balayer la C.E.D. et tous les préparatifs de guerre impérialiste, quelle qu'en soit la forme. Cette question est traitée plus amplement dans l'éditorial de ce numéro et du numéro précédent.

Le bilan de cette politique est négatif : il ne peut en être autrement. Elle aboutit à la perte du rôle indépendant de la classe ouvrière.

CE QUI EST RENTABLE, C'EST LA LUTTE CONTRE LA BOURGEOISIE, PAR LE FRONT UNIQUE DE LA CLASSE OUVRIERE, POUR UN GOUVERNEMENT P.C.F.-P.S.

Les militants du P.C.F. sont toujours plus nombreux à réclamer une politique de classe. Victor Leduc, qui avait déposé, en ce sens à la veille du 13e Congrès, un amendement qui ne fut pas ratifié, a raison d'insister dans le numéro de septembre-octobre de la « Nouvelle Critique », sur le contenu de classe que doit revêtir la bataille pour « l'indépendance nationale » — pour reprendre cette formule qu'il utilise mais à laquelle, nous, communistes internationalistes, ne souscrivons pas pour les raisons développées dans notre précédent numéro. Il y a des inconséquences dans cet article, outre les accusations fantaisistes adressées aux trotskystes. Il aurait fallu dire nettement que la lutte devait être menée contre la bourgeoisie. Et surtout, il aurait fallu expliquer comment elle doit être menée à l'heure actuelle. Sinon, son étude reste abstraite.

Cette lutte suppose une politique correcte de front unique de la part du P.C.F. ; une politique de propositions concrètes à tous les échelons du parti socialiste, pour renforcer le courant unitaire chez les militants socialistes et créer l'enthousiasme dans la classe ouvrière et les classes moyennes. Elle doit avoir comme perspective la constitution d'un gouvernement P.C.F.-P.S., actuelle concrétisation du mot d'ordre bolchevik de gouvernement ouvrier, ainsi que nous le montrons par ailleurs.

R. MERLIN.

(1) Dans notre numéro 25 de novembre, nous avons fait cette démonstration en reprenant les textes (non tronqués !) de Marx et de Lénine sur cette question.

(2) Léon Trotsky : « Où va la France ».

LA DEMOCRATIE FRANÇAISE A L'ŒUVRE EN AFRIQUE DU NORD

SOUS MITTERAND LA GESTAPO ALGERIENNE NE DESARME PAS

Est-il encore nécessaire de faire la démonstration que le colonialisme libéral, éclairé est un non-sens ? Le gouvernement Mendès-France s'en est déjà amplement chargé semble-t-il. La répression est plus sanglante et plus ample qu'elle n'a jamais été en Afrique du Nord. L'ambition des hommes, dits de gauche, parvenus au pouvoir est, d'abord, de montrer qu'ils savent aussi bien et mieux que leurs devanciers, qu'ils sont des hommes d'ordre en qui le monde des banquiers, des industriels et des gros colons peut avoir entière confiance.

Peut-il y avoir une plus grossière méconnaissance de la réalité algérienne que l'affirmation : l'Algérie, trois départements français, proférée à longueur de discours par le champion du néo-colonialisme qu'est M. Mitterand ? C'est tout un programme qui signifie : répression discontinue et sans merci, refus de prendre en considération l'aspiration à l'indépendance de tout le peuple algérien.

Que peuvent peser les fallacieuses barrières juridiques, destinées à perpétrer la domination et la mise en coupe réglée de tout un pays par une poignée de gros colons milliardaires devant une réalité qui fait éclater ce fragile édifice en mille morceaux

Si l'Algérie est la France sans plus :

— pourquoi y a-t-il un statut de l'Algérie que l'administration viole du reste systématiquement ?

— pourquoi y a-t-il un gouverneur général ?

— pourquoi y a-t-il des lois d'exception ?

— pourquoi neuf musulmans valent-ils un Français d'après les lois électorales en vigueur ?

— pourquoi les lois sociales ne sont-elles pas appliquées aux Algériens ?

— pourquoi dans toutes les phases de la vie, la discrimination raciale réduit les Algériens à des sous-citoyens brimables et corvéables à merci ?

Inutile d'insister. La cause est entendue.

Le peuple algérien n'a pas le choix des moyens. Il ne peut se dégager de sa misère effroyable, de la sous-alimentation et de la famine, du chômage et de l'ignorance, de la vie primitive de sous-homme, qu'en s'affranchissant de son état colonial et en conquérant son indépendance.

Devant cette réalité, les renforts de C.R.S. et de parachutistes, les opérations de ratissages dans l'Aurès et en Kabylie maintenant n'arrangeront rien La répression, en atteignant des couches de plus en plus larges de la population, augmentera finalement les nombre des maquisards.

La répression « menée avec discernement et doigté » sous l'égide de notre libéral ministre de l'Intérieur, ne prend pas des aspects plus roses que les interventions traditionnelles des expéditions coloniales, frappant aveuglement les populations, accumulant ruines et deuils. La Gestapo algérienne sévit aujourd'hui comme hier. Déjà, on sait que le secrétaire général du M.T.L.D. Morlay Merbah a subi pendant six jours le traitement de la baignoire. Il n'est pas inutile de rappeler les méthodes chères à la police algérienne en rappelant des témoignages précis qui n'ont pu être récusés.

Voici la déclaration de Maaskri Kaddour, arrêté le 14 mai 1945 :

« Ramené au bureau de l'interrogatoire, on me demanda des renseignements sur un prétendu complot dont je n'avais aucune connaissance et on voulut me faire dire des choses que j'ignorais complètement.

« Sur mon refus persistant, Loffredo ordonna alors d'évacuer la salle. Là, toute une brigade, le commissaire de la P.R.G. en tête, m'entoura. Je reçus une pluie de coups de poing tour à tour par tous les agents présents. Assommé, je fus ranimé par une prise électrique appliquée sur mon corps.

« La scène dura une demi-journée. Vers midi, je fus jeté, les mains liées aux pieds, dans la même cellule, dans trente centimètres d'eau, tout ensanglanté.

« Vers 14 heures on me reprit et à l'aide d'un gros tuyau d'eau à jet, on me gonfla d'eau jusqu'à évanouissement total. Par quelques coups de pied au ventre et à l'aide d'un appareil spécial on m'a fait rejeter la quantité d'eau absorbée. Plus tard, revenu à l'état normal, on me commanda de dire « la vérité ».

« Maintenant mes précédentes réponses, j'affirmais toujours que ces faits n'étaient point à ma connaissance. Alors on me rattacha les pieds aux mains et on m'appliqua la palette branchée au courant tout le long du corps. Après quoi on débrancha et on me rejeta dans une cellule toute électrifiée.

« Dans cette cellule, en présence de cinq agents de la sûreté, on m'infligea une avalanche de coups de poing et de coups de pied sur tout le corps, en me passant de l'un à l'autre des agents, avec ordre ne de pas me laisser « tomber », car j'étais placé au milieu d'eux.

« Ne pouvant résister à ces coups qui pleuvaient, je criais. On me banda la bouche en me mettant une pelote de caoutchouc. Puis des coups de crosse de colt me furent donnés sur le crâne. Rattaché une fois de plus pieds et mains, on me jeta dans la même cellule jusqu'au lendemain 16 mai au matin.

« Conduit le 16 au matin devant Loffredo, celui-ci m'ordonna de dire « la vérité » sinon je prendrais le chemin du cimetière : « Nous sommes en plein droit de disposer de toutes les vies », ajouta-t-il.

« Je maintins toujours et sans cesse mes déclarations. Loffredo donna ordre à ses agents de poursuivre les tortures. Attaché pieds aux mains, jeté dans une baignoire d'eau, pendu par les pieds, la tête en bas je restai ainsi jusqu'à évanouissement, le même supplice me fut appliqué une seconde fois. Je fus ensuite gonflé à l'aide d'un tuyau d'eau par l'anus, puis je fus pendu par les pieds à l'aide d'une poulie. Le sang coulait du nez et des oreilles. On m'appliqua tout le long du corps une prise électrique à l'extrémité de laquelle était une plaque chauffée au rouge vif par le courant. Même les parties de mon corps déjà blessées ne furent pas épargnées. Placé par terre on me marcha sur le ventre. Les policiers me firent subir le supplice de la bouteille. Le commissaire Loffredo participait à l'opération en appuyant de tout son poids sur mes épaules.

« A la nuit tombante, on me rattacha et me rejeta dans ma cellule où se trouvait une tinette chargée d'excréments et d'urine, et, là, j'ai passé toute la nuit. Le lendemain matin, repris et rependu on m'appliqua les mêmes supplices que ceux de la veille le sang me coulait par les voies nasales et auditives.

« Je fus détaché et, à l'aide d'une pince, on m'arracha les ongles des mains et des pieds ; le sang gicla... Une aiguille à coudre me fut enfoncée entre la chair et l'ongle.

« Imprudences » de policiers et justice colonialiste

QUINZE condamnations à mort à Oudjda ; six condamnations à mort à Casablanca ; les tribunaux des forces armées ne chôment pas au Maroc. Ils ne lésinent pas, ils ne s'embarrassent pas de formalités futiles, ils ne prennent pas des demi-mesures. C'est de la justice raide et expéditive ! Au point que les correspondants de presse les moins difficiles des grands journaux bien pensants en éprouvent une certaine gêne.

Il y avait essentiellement à charge contre les inculpés les aveux qu'ils ont signés, on se doute dans quelles conditions, devant la police et le juge d'instruction. Tous ont fait état des supplices dont ils ont été l'objet. La révélation la plus grave a été que quatorze des inculpés sont morts des traitements subis. La police a enfermé quarante-cinq prisonniers dans une cellule mesurant trois mètres sur trois mètres pendant plus de vingt heures. Quatorze de ces prisonniers n'ont pu résister à cette torture abominable.

Les attendus du tribunal devant cette révélation resteront inscrits dans les annales :

« Ces faits, s'ils étaient établis, énonça doctement le tribunal, seraient de nature à prouver QU'UNE IMPRUDENCE GRAVE A ETE COMMISE PAR UN FONCTIONNAIRE DE LA JUSTICE, mais qu'il n'en résulte pas que des sévices volontaires ont été commis sur les accusés en vue de leur interrogatoire et qu'il n'y a donc pas lieu de rejeter les procès-verbaux de la police des débats. »

La police d'Oudjda ne resta pas inactive, au reste. Elle fit distribuer des tracts en ville pour ameuter la population et créer l'atmosphère voulue. Les avocats des inculpés furent assiégés dans leur hôtel par une foule en délire et durent quitter précipitemment la région sous bonne escorte.

Les témoignages à charge furent d'une faiblesse déconcertante. Les preuves patentes contre les principaux inculpés étaient absentes. On pouvait seulement leur reprocher d'avoir été les dirigeants de l'Istiqlal de la région et d'avoir organisé une manifestation de protestation contre la déposition du Sultan Mohammed.

Et c'est, en fait, cela que les colonialistes ne peuvent leur pardonner ; et cela mérite amplement la mort à leur point de vue. Du moins la justice ne craint-elle pas de se commettre avec les policiers-bourreaux dans ce pays et de prendre hautement leur défense. C'est un mérite qu'il faut lui reconnaître. C'est une parodie de justice ? Non ! C'est la justice colonialiste.

R. L.

SALUT A "L'ACTION ALGERIENNE"

Nous avons reçu l'Action Algérienne, organe de l'émigration algérienne en France. Cette feuille reprend la lutte pour :

— Affirmer, devant le peuple de France, les aspirations nationales du peuple algérien ;

— Exiger le retour à la légalité du M.T.L.D. qui est le mouvement le plus représentatif du peuple algérien et le porte-parole authentique de ses revendications à la liberté et à la démocratie ;

— Combattre et faire cesser la répression collective que subit le peuple algérien.

La Vérité des Travailleurs salue ce nouveau journal et l'assure de toute sa sympathie et de son soutien actif.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM . . . . . Prénom . . . . .

Profession . . . . . Adresse . . . . .

Abonnement . . . . . Je vous adresse la somme de. . . . . .

ABONNEMENTS :

1 AN: France: 300 fr. - Etranger: 500 fr.
Sous pli fermé : 600 fr.

Envoyer le bulletin ci-dessus et régler par mandat ou en timbres-poste à « La Vérité des Travailleurs », 64, rue de Richelieu, Paris (2e).
C.C.P. 6965-68 PARIS

PACIFISME, DESARMEMENT ET MARX

Conditions d'admission des Partis dans l'Internationale Communiste

(2e Congrès de l'I. C. - Juillet 1920) (1)

6e CONDITION

TOUT PARTI DESIREUX D'APPARTENIR A LA IIIe INTERNATIONALE, A POUR DEVOIR DE DENONCER AUTANT QUE LE SOCIAL-PATRIOTISME AVOUÉ LE SOCIAL-PACIFISME HYPOCRITE ET FAUX ; IL S'AGIT DE DEMONTRER SYSTEMATIQUEMENT AUX TRAVAILLEURS QUE, SANS LE RENVERSEMENT REVOLUTIONNAIRE DU CAPITALISME, NUL TRIBUNAL ARBITRAL INTERNATIONAL, NUL DEBAT SUR LA REDUCTION DES ARMEMENTS, NULLE REORGANISATION « DEMOCRATIQUE » DE LA SOCIETE DES NATIONS NE PEUVENT PRESERVER L'HUMANITÉ DES GUERRES IMPERIALISTES.

(1) Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers Congrès de l'Internationale communiste 1919-1923 (Biliothèque Communiste, Librairie du Travail, juin 1934).

LES discussions sur le désarmement qui ont eu lieu à l'O.N.U. lors de sa récente réunion semblent avoir rapproché les points de vue jusqu'à maintenant essentiellement divergents du camp impérialiste d'un côté et du camp des Etats ouvriers de l'autre.

C'est du moins ce qu'affirment une partie de la presse bourgeoise et l'Humanité.

Cette dernière, commentant les déclarations de Jules Moch, représentant de la France à la commission du désarmement de l'O.N.U., reprend à son compte le point de vue du dirigeant socialiste :

« Un accord est possible sur le désarmement et le contrôle de l'énergie atomique. »

Si cela était vraiment le cas, nous aurions dû nous sentir remplis de la même « allégresse » qui a saisi — selon Jules Moch — « la plupart des délégations » et notamment celle de la France (1) devant les quelques propositions « encourageantes » votées récemment par l'Assemblée générale de l'O.N.U. Malheureusement notre expérience de marxistes révolutionnaires, sur la guerre, le pacifisme le désarmement nous rend non seulement sceptiques en cette matière mais carrément incrédules.

Les bolcheviks et le désarmement

De Lénine, Rosa Luxembourg et de Trotsky, nous avons appris — et les événements l'ont confirmé d'une manière si sanglante — que la guerre dans le régime impérialiste n'est ni un « péché » ni une « folie», ni un « hasard », mais une nécessité organique du système ; que le militarisme dans l'impérialisme, remplit des fonctions politiques et économiques précises ; que les discussions sur le « désarmement » aussi vieilles, au moins, que l'impérialisme, n'ont servi qu'à mieux camoufler la préparation de nouveaux conflits.

1919-1939

Prenons cette dernière question.

Que notre mémoire, en cette matière, nous fasse grâce des discussions sur le désarmement qui ont eu lieu déjà avant la première guerre mondiale. Nous rappellerons seulement les grandes dates en cette matière, entre les deux guerres : la constitution de la Société des Nations et le message « pacifique » du président Wilson le 8 février 1918 ; la constitution de la cour permanente de justice internationale de la Haye en 1920 ; la commission préparatoire de la conférence du désarmement et ses travaux (1926-1930) ; la conférence du désarmement en 1932 et les travaux des commissions qu'elle a nommées de 1932 à 1935.

Mais parallèlement à ces bavardages sur le désarmement, les déclarations d'intentions pacifiques, la propagande pour la « Sécurité collective » et même pour les « Etats-Unis d'Europe » (Oh ! cher Briand, cher Mac Donald et autres ombres des grands « pacifistes » !) et durant toute cette période, le canon n'a cessé de tonner par intermittence, les « agressions » de se multiplier, les armements de s'intensifier et le monde de se précipiter vers la catastrophe de 1939-1945.

"Désarmement" et luttes inter-capitalistes

Quel était le sens de ces discussions sur le « désarmement » ?

Elles exprimaient les antagonismes inter-impérialistes et les intérêts contradictoires des différentes puissances impérialistes en matière d'armements.

Il s'agissait, soit de maintenir un front unique de certaines puissances pour empêcher que d'autres ne se réarment, soit de diminuer ou « d'égaliser » les armements dans des proportions et des types d'armements favorisant plus particulièrement telle ou telle puissance.

Ainsi, par exemple, les vainqueurs de la guerre de 1914-1918, la France, l'Angleterre, les Etats-Unis, voulaient maintenir le désarmement de l'Allemagne, tout en luttant entre elles (et avec le Japon) pour un « désarmement » équivalent à l'armement le plus conforme aux intérêts plus particuliers de chacune de ces puissances.

Impérialisme contre Etats ouvriers

Au lendemain de la dernière guerre, la situation se présenta — et continue à être — essentiellement différente de celle qui exista entre 1918 et 1939. La discussion sur le réarmement qui ont repris depuis 1947 ont un sens nouveau. Elles expriment les antagonismes en cette matière, entre le bloc de l'impérialisme dominé par les Etats-Unis, et le camp des Etats ouvriers.

Ces discussions ont connu deux phases importantes : celle de 1947-1950 et celle inaugurée en novembre 1953.

La première fut interrompue par la guerre de Corée ; la seconde s'est ouverte sur les perspectives de « détente » qui semblaient s'esquisser à la suite de la mort de Staline et la nouvelle politique de ses successeurs.

Il serait très long et sans importance pratique d'analyser pas à pas l'évolution des positions réciproques en cette matière, celle des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. en particulier. Il suffit de signaler que cette évolution était et reste fonction du changement du rapport de force sur le plan des armements ainsi que sur le plan général (politico-militaire).

Les phases de la discussion

Pendant toute une période l'U.R.S.S. centrait son effort sur « l'interdiction » préalable des armes atomiques et la destruction du stock de bombes. Cette phase correspondait au retard qu'elle avait alors par rapport aux Etats-Unis en ce domaine.

Mais presque dès le début les divergences sur le désarmement entre les deux camps tournaient en dernière analyse autour de ces deux questions qui sont encore aujourd'hui essentielles :

— l'évaluation de la réduction des effectifs et des armements classiques ;

— les modalités et les pouvoirs de l'organisme international de contrôle.

L'U.R.S.S. propose que les réductions portent sur un tiers des effectifs et des armements classiques en un an. Les impérialistes qui prétendent que l'U.R.S.S. et ses alliés sont « surarmés » s'opposent à une réduction proportionnelle et demandent des réductions établissant « l'égalité » entre les deux camps (au moyen, par exemple d'une réduction de 60 à 70 % pour l'U.R.S.S. et de 25 % pour eux).

Encore plus importante est la divergence sur le contrôle du désarmement, non seulement sur l'organisation générale du contrôle, mais sur le contrôle des armes atomiques et thermonucléaires en particulier.

Les impérialistes demandent un organisme « international » de contrôle pouvant inspecter « librement » chaque Etat, et les américains en particulier se tiennent — quant au contrôle des armes atomiques — au projet de 1946 comportant « propriété et gestion internationales de toutes les mines et usines ».

L'U.R.S.S. qui admet en principe les attributions du contrôle et sa permanence, s'oppose à ce qu'un organisme « international » puisse « interférer dans la vie intérieure des Etats et porter atteinte à leur souveraineté ».

Elle considère d'autre part que le plan américain de 1946 ne signifie pratiquement qu'une « mainmise par le capitalisme américain sur toute l'industrie atomique de l'Union soviétique ».

Peut-il y avoir "accord" sur le désarmement ?

Sur le plan formel il n'est pas théoriquement exclu d'imaginer des formules qui puissent paraître concilier les points de vue divergents actuels, et qu'on arrive enfin à un « accord » sur le désarmement.

C'est l'espoir que certains dirigeants social-démocrates et les staliniens font miroiter devant les masses (2).

POOL ATOMIQUE ET ARMES ATOMIQUES

Depuis un an, on mentionne de temps à autre la préparation d'un « pool atomique », proposé par Eisenhower aux Nations Unies. Jusqu'à présent, on ne sait pas exactement ce que serait ce pool, quels seraient ses objectifs... Tout au plus est-il prévu une conférence scientifique internationale dans le courant de l'été 1955.

Ce qui se comprend mieux, c'est la signification politique de cette proposition. Le monde entier venait d'être ému par ce qui était survenu à des pêcheurs japonais par suite de l'explosion d'une bombe H. Pour apaiser cette émotion, Eisenhower a fait sa proposition : les grandes puissances capables de manier l'énergie atomique à une échelle industrielle allaient s'entendre pour le bien-être de l'humanité !

Mais dèrrière les mots, il y avait bien peu de choses. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont récemment indiqué qu'ils allaient mettre à la disposition d'un tel pool des quantités de matière fissible qui sont minimes par rapport à ce qu'ils consacrent aux armements atomiques. La proposition Eisenhower apparait en cela une sorte de charité de quelques gros capitalistes pour avoir l'air respectables et surtout pour se consacrer, à l'abri de l'opinion publique, aux armement atomiques.

Car, de ce côté-là, non seulement il n'est pas question de « désarmement », mais on se prépare sérieusement, au point de semer quelques inquiétudes, même parmi les gouvernements qui ne disposeraient pas de telles armes. A la réunion des membres du pacte atlantique qui se tient ce mois-ci, on discutera de qui aura le droit de décider l'emploi des armes atomiques dites tactiques : le commandement militaire ou... on ne sait quel organisme politique ? Et, quand on commencera à employer des armes « tactiques », qui pourra empêcher ou arrêter l'emploi des armes atomiques dites « stratégiques » ?

L'affaire du « pool atomique » est un soporifique qui ne coûte pas cher, pendant que les Etats-Unis viennent de lancer un porte-avions de plus de 300 mètres de long, coûtant 70 milliards de francs, spécialement équipé pour la guerre atomique.

Une propagande très intense est nécessaire pour dénoncer ces propos sur le « désarmement » et le « pool atomique », qui sont des moyens de préparation à la guerre.

DECEMBRE 1954

NT ET MARXISME REVOLUTIONNAIRE

sances pour empêcher que d'autres ne se réarment, soit de diminuer ou « d'égaliser » les armements dans des proportions et des types d'armements favorisant plus particulièrement telle ou telle puissance.

Ainsi, par exemple, les vainqueurs de la guerre de 1914-1918, la France, l'Angleterre, les Etats-Unis, voulaient maintenir le désarmement de l'Allemagne, tout en luttant entre elles (et avec le Japon) pour un « désarmement » équivalent à l'armement le plus conforme aux intérêts plus particuliers de chacune de ces puissances.

Impérialisme contre Etats ouvriers

Au lendemain de la dernière guerre, la situation se présenta — et continue à être — essentiellement différente de celle qui exista entre 1918 et 1939. La discussion sur le réarmement qui ont repris depuis 1947 ont un sens nouveau. Elles expriment les antagonismes en cette matière, entre le bloc de l'impérialisme dominé par les Etats-Unis, et le camp des Etats ouvriers.

Ces discussions ont connu deux phases importantes : celle de 1947-1950 et celle inaugurée en novembre 1953.

La première fut interrompue par la guerre de Corée ; la seconde s'est ouverte sur les perspectives de « détente » qui semblaient s'esquisser à la suite de la mort de Staline et la nouvelle politique de ses successeurs.

Il serait très long et sans importance pratique d'analyser pas à pas l'évolution des positions réciproques en cette matière, celle des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. en particulier. Il suffit de signaler que cette évolution était et reste fonction du changement du rapport de force sur le plan des armements ainsi que sur le plan général (politico-militaire).

Les phases de la discussion

Pendant toute une période l'U.R.S.S. centrait son effort sur « l'interdiction » préalable des armes atomiques et la destruction du stock de bombes. Cette phase correspondait au retard qu'elle avait alors par rapport aux Etats-Unis en ce domaine.

Mais presque dès le début les divergences sur le désarmement entre les deux camps tournaient en dernière analyse autour de ces deux questions qui sont encore aujourd'hui essentielles :

— l'évaluation de la réduction des effectifs et des armements classiques ;

— les modalités et les pouvoirs de l'organisme international de contrôle.

L'U.R.S.S. propose que les réductions portent sur un tiers des effectifs et des armements classiques en un an. Les impérialistes qui prétendent que l'U.R.S.S. et ses alliés sont « surarmés » s'opposent à une réduction proportionnelle et demandent des réductions établissant « l'égalité » entre les deux camps (au moyen, par exemple d'une réduction de 60 à 70 % pour l'U.R.S.S. et de 25 % pour eux).

Encore plus importante est la divergence sur le contrôle du désarmement, non seulement sur l'organisation générale du contrôle, mais sur le contrôle des armes atomiques et thermonucléaires en particulier.

Les impérialistes demandent un organisme « international » de contrôle pouvant inspecter « librement » chaque Etat, et les américains en particulier se tiennent — quant au contrôle des armes atomiques — au projet de 1946 comportant « propriété et gestion internationales de toutes les mines et usines ».

L'U.R.S.S. qui admet en principe les attributions du contrôle et sa permanence, s'oppose à ce qu'un organisme « international » puisse « interférer dans la vie intérieure des Etats et porter atteinte à leur souveraineté ».

Elle considère d'autre part que le plan américain de 1946 ne signifie pratiquement qu'une « mainmise par le capitalisme américain sur toute l'industrie atomique de l'Union soviétique ».

Peut-il y avoir "accord" sur le désarmement ?

Sur le plan formel il n'est pas théoriquement exclu d'imaginer des formules qui puissent paraître concilier les points de vue divergents actuels, et qu'on arrive enfin à un « accord » sur le désarmement.

C'est l'espoir que certains dirigeants social-démocrates et les staliniens font miroiter devant les masses (2).

En cela, ils restent fidèles à leurs traditions en cette matière depuis que les uns et les autres ont en pratique abandonné le point de vue du marxisme révolutionnaire, ainsi que la lutte effective pour le pouvoir prolétarien et le socialisme.

Mais la question n'est malheureusement nullement de pouvoir trouver, grâce à la raison qui doit « l'emporter sur la folie des hommes », une formule d'accord.

Derrière les nouvelles discussions sur le désarmement se cachent des réalités sociales fondamentales, antagonistes et inconciliables.

Le réarmement est une nécessité vitale de l'impérialisme

Le réarmement de l'impérialisme dans cette après-guerre et qui s'est intensifié particulièrement depuis la guerre de Corée, correspond à des nécessités vitales du système placé dans les nouvelles conditions historiques :

— RESISTER A LA PROPAGATION DE LA REVOLUTION SOCIALISTE MONDIALE EVITER LA CRISE ECONOMIQUE.

Plus que jamais, l'impérialisme a besoin d'être armé pour combattre la marche de la révolution, comme il l'a fait en Corée, au Vietnam, en Afrique du Nord, comme il a tenté de le faire contre la Chine et comme il n'a jamais cessé de vouloir le faire aussi bien contre ce dernier pays que contre l'U.R.S.S. et tous les Etats ouvriers.

Le militarisme, armées et armements, est d'autre part nécessaire pour maintenir « l'ordre » intérieur, dans chaque pays impérialiste actuellement menacé par les luttes du prolétariat.

Enfin, le militarisme constitue actuellement, en attendant la guerre, la seule possibilité, pour éviter dans l'immédiat la crise économique, en déversant une partie des forces productives dans la production des armements. A ce propos, il suffit de penser que sans le monstrueux développement de l'économie d'armements aux Etats-Unis depuis la guerre de Corée, et qui absorbe toujours trois quarts environ du colossal budget de l'Etat, la « récession » américaine, la stagnation prolongée de l'économie américaine, serait déjà transformée en crise grave, catastrophique, et que sans les dépenses militaires non moins importantes, proportionnellement à leurs richesses, des pays capitalistes de l'Europe et sans l'aide militaire des Etats-Unis à ces pays, leur économie serait aussi déjà en crise.

Seule issue : la REVOLUTION PROLETARIENNE

« ...Toutes les conditions sont actuellement réunies pour assurer la victoire mondiale du socialisme, sauf une : l'existence d'une direction internationale révolutionnaire suffisamment forte pour aider le processus révolutionnaire, objectif à aboutir plus rapidement et plus sûrement à cette fin. Le régime capitaliste s'avère non seulement incapable d'assurer le développement ultérieur des forces productives, mais ses rapports de production sont devenus l'entrave majeure à ce développement. D'autre part, les contradictions du régime ont atteint un tel degré de paroxysme qu'elles menacent l'humanité de la plus destructive des luttes jamais connues dans l'histoire.

Le caractère non viable et l'absurdité criante, révoltante, du régime éclatent même aux yeux de ses représentants les plus lucides. S'il fallait apporter contre ce régime une nouvelle condamnation historique, on n'en trouverait pas, peut-être de plus écrasante que celle fournie par l'utilisation qu'il est en train de faire de la plus prodigieuse force productive jamais maîtrisée par le génie de l'homme, celle de l'énergie atomique.

Truman, inaugurant les travaux pour la construction du premier sous-marin atomique « Nautilus », avait trouvé des paroles heureuses, mais combien cyniques et hypocrites, pour souligner l'ampleur et l'importance capitales de la découverte nouvelle de l'énergie atomique, faisant pâlir aussi bien celle de la vapeur que de l'électricité. Il s'est empressé d'ajouter que « malheureusement » l'attitude belliqueuse de l'U.R.S.S., etc... obligerait d'ajourner son utilisation pacifique pour les besoins civils. En réalité, l'utilisation industrielle de l'énergie atomique est bloquée par les rapports capitalistes de production, qui sont incapables de contenir des forces productives infiniment moins importantes que celle-ci. Il suffit à ce propos de réaliser que, par exemple, « 1 kg. de charbon, s'il était entièrement converti en énergie, fournirait 25 trillions de kilowatts-heure d'électricité, c'est-à-dire, autant que les centrales des Etats-Unis pourraient fournir en fonctionnant sans arrêt pendant deux mois » (1).

Il faudrait révolutionner complètement la structure actuelle de l'appareil industriel capitaliste, rendre inutilisable une grande partie de celui-ci, construire de nouvelles installations, etc. Il faudrait, d'autre part, une fois passé de l'appareil productif actuel à celui de l'âge atomique, pouvoir contenir et développer les nouvelles forces productives immenses, dans un monde régi par les lois d'un marché où ne sont satisfaits que les besoins solvables. Ceci provoquerait des crises économiques encore plus fréquentes et catastrophiques. Les conditions de production capitalistes sont organiquement incompatibles avec l'utilisation générale pacifique de l'énergie atomique.

La seule chose dont le capitalisme est encore capable, c'est de consommer improductivement ces nouvelles forces dans une œuvre destructrice gigantesque : la nouvelle guerre...

M. PABLO
« La Guerre qui vient », août 1952

(1) Lincoln Barnett, « Einstein et son univers ».

Le désarmement impérialiste est un mythe

Imaginer que le capitalisme consentira au désarmement complet ou même considérablement limité, équivaut à imaginer une transformation de la NATURE même de ce système.

Toute l'histoire de l'impérialisme, depuis sa naissance est au contraire identique à celle de l'accroissement monstrueux du militarisme, arrivé dans le cas actuel des Etats-Unis à son apogée. D'autre part, toute limitation des armements proportionnelle ou « égalisant » leur niveau dans les deux camps, n'en reste pas moins une apparence trompeuse de DESARMEMENT et « d'égalité », la base et le potentiel de l'armement étant en définitive LA PUISSANCE DE L'APPAREIL PRODUCTIF NORMAL DE CHAQUE PAYS ET DE CHAQUE CAMP.

La fabrication d'armements peut commencer à n'importe quel niveau, le pays doté d'un appareil productif plus puissant, ayant instantanément un avantage sur le pays économiquement le plus faible.

Pour désarmer l'impérialisme, il faut l'abattre

La seule garantie d'un désarmement effectif du capitalisme réside dans le POUVOIR POLITIQUE Pour désarmer les pays capitalistes, il faut les désarmer politiquement, c'est-à-dire, enlever aux capitalistes le pouvoir politique.

En dehors de cela, tout le reste n'est qu'illusion et tromperie.

On le voit du reste bien en ce moment même où les discussions sur le désarmement à l'O.N.U. qui « progressent », vont de pair avec la ratification des accords de Paris réarmant l'Allemagne.

C'est un tel langage que les représentants « ouvriers » devraient tenir dans tous les organismes s'occupant du « désarmement », tout en ne refusant pas, certes, de discuter des accords limités sur tel ou tel point.

C'est surtout un tel langage clair, dissipant toute illusion possible et appelant à la lutte pour ce pouvoir, que doivent tenir avant tout les partis ouvriers.

Reste à examiner maintenant la question nouvelle soulevée par les armes atomiques et que nous traiterons dans notre prochain article

Décembre 1954.

Jean-Paul MARTIN.
(A SUIVRE.)

(1) Jules Moch, « La Folie des Hommes », éditions Robert Lafont, Paris.

(2) Il faut noter que même sur ce plan les observateurs bourgeois sont beaucoup plus prudents et sceptiques que les dirigeants « ouvriers ». Tel, par exemple, Raymond Aron, qui s'exprime ainsi sur les discussions actuelles concernant le désarmement : « La discussion peut se poursuivre des mois, des années, sans aboutir jamais ni à une rupture, ni à un accord tant les diplomates égaux en virtuosité des deux côtés, sont capables de dissimuler des oppositions foncières et de relancer, grâce à un don inépuisable d'inventions verbales un dialogue manifestement sans issue » (Le Figaro).

De tous les Pays

ALLEMAGNE.

LUTTES CONTRE LE RÉARMEMENT

Des élections régionales viennent d'avoir lieu en Hesse, en Bavière et à Berlin-Ouest. En Hesse, le parti social-démocrate a recueilli plus d'un million de voix, enlevé la quasi-totalité des sièges au suffrage direct. En Bavière, les socialistes ont obtenu 5 % des suffrages de plus qu'en 1953. A Berlin-Ouest, ils ont reconquis la majorité absolue. Au moment où sont signés les accords de Paris, c'est leur opposition au réarmement qu'ont manifesté les électeurs socialistes. Blank, ministre de la Défense l'a compris, qui n'a pu tenir une réunion en Bavière sans que les jeunes allemands ne viennent le chasser par la force. Plus que jamais, il faut voir dans le parti social-démocrate l'organisation par laquelle les masses s'opposent au réarmement.

GRANDE-BRETAGNE.

LA CRISE CHEZ LES TRAVAILLISTES

Le vote des communes sur les accords de Paris a montré que la crise travailliste se poursuit. La direction droitière avait obtenu, au sein du groupe parlementaire, une faible majorité en faveur des accords. Mais sous la pression de la campagne menée par l'aile gauche, elle a du reculer, et le groupe parlementaire s'est abstenu.

Sept parlementaires ont brisé la discipline et voté contre les accords. Attlee n'a pu obtenir leur suspension qu'à une faible majorité. A quand la prochaine étape de la lutte de tendances ?

KENYA.

TERREUR COLONIALISTE

Le ministre des colonies a fait le bilan de la répression au Kenya. Depuis un an, 4.300 Mau-Mau ont été tués, 528 exécutés, 342 sont morts en détention, près de 65.000 sont actuellement en prison. Le ministre s'est, en outre, félicité de la bonne tenue des forces britanniques.

ETATS-UNIS.

MAC CARTHY BLAMÉ

Mac Carthy vient de voir ses méthodes d'investigation blâmées à une forte majorité par le Sénat américain. « Le Mac Carthysme n'est pas mort », répond le sénateur qui, regroupant autour de lui l'aile droite du parti républicain, vient de passer à l'offensive contre Eisenhower lui-même. Le danger du Mac Carthysme subsiste ; mais le vote du Sénat vient de montrer que les partis bourgeois traditionnels ne voyaient pas encore la nécessité de recourir à Mac Carthy pour assurer l'ordre à l'intérieur des Etats-Unis. L'administration est capable de défendre par ses propres moyens les intérêts bourgeois.

WASHINGTON CONTRE LA RÉVOLUTION CHINOISE

Le gouvernement américain vient de signer un traité en bonne et due forme garantissant Formose et les Pescadores à la clique de Tchan-Kai-Chek. De cette manière, Washington s'assure que Tchan-Kai-Chek n'agira pas de façon incontrôlée, mais seulement au moment voulu par les dirigeants américains qui, par la même occasion, signifient une fois de plus qu'ils sont décidés à détruire la révolution chinoise.

Les Knowland, Radford, etc. veulent une guerre préventive. Les Eisenhower et Co, eux, espèrent trouver une heure plus propice pour engager les hostilités.

PERMANENCE

64, Rue de Richelieu
PARIS (2e)

RIC. 03-52 et la suite
Métro : Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.
le samedi, toute l'après-midi

WINSTON CHURCHILL, « L'ALLIE » DE 1945

A titre de remerciement pour les nombreux cadeaux reçus à l'occasion de son 80e anniversaire, W. Churchill a fait une déclaration qui a jeté la consternation parmi ses partisans et semé l'indignation dans les rangs de l'opposition. L'intime chaleur d'un banquet offert par les militants conservateurs de sa circonscription électorale l'a, en effet, incité à rendre public le texte d'un message qu'il avait envoyé au maréchal Montgomery, en 1945, au moment même de la capitulation nazie : « Conservez soigneusement les armes allemandes, de façon à ce qu'elles puissent être rendues aux soldats allemands, avec lesquels nous aurions à coopérer si l'avance soviétique continue ». Autrement dit, la très démocratique Angleterre craignait plus que tout l'armée rouge et les menaces de soulèvements que son avance pouvait provoquer ; pour elle l'ennemi véritable était, bien plus que le concurrent allemand, l'Etat ouvrier soviétique et les masses révolutionnaires, alors en pleine action.

On ne pouvait dévoiler avec plus de cynisme les buts permanents de l'impérialisme, buts que ne peuvent modifier profondément les alliances diplomatiques temporaires. Trop de franchise nuit, dit-on. Aussi Churchill a-t-il fait depuis de vagues « excuses », précisant qu'il n'avait pu trouver trace de ce message dans les archives gouvernementales. Notons bien, toutefois, qu'il n'a nullement mis en question la véracité de sa déclaration.

Par lui-même, cet incident n'a qu'un intérêt très relatif ; tout au plus laisse-t-il planer le doute sur l'intégralité des capacités intellectuelles du vieillard. Qu'y a-t-il de surprenant, par ailleurs, à ce que la bourgeoisie britannique et ses représentants aient toujours placé au premier plan leurs visées contre-révolutionnaires ?

Plus surprenante, à coup sûr, est l'attitude du gouvernement soviétique. La Pravda *a accusé Churchill de « trahison envers son alliée l'armée soviétique ». Trahison ? l'emploi même de ce terme est grotesque. Pouvait-on s'attendre à ce que le front commun de l'U.R.S.S. et des Etats bourgeois, outre l'Allemagne et l'Italie, altère l'antagonisme fondamental entre la révolution et les forces contre-révolutionnaires? Evidemment non ! Une direction révolutionnaire placée à la tête de l'U.R.S.S. ne se serait jamais trompée sur le caractère de la durée de l'alliance conclue avec les impérialismes occidentaux. Elle aurait éventé et déjoué toutes les manœuvres en suscitant* dans tous les pays *la lutte révolutionnaire des masses.*

L'attitude des dirigeants russes a été exactement contraire. L'article de la Pravda, *truffé de citations destinées à prouver que l'U.R.S.S. avait « joué le jeu » en toute sincérité n'est que la lamentable conclusion d'une politique particulièrement néfaste. Constamment on a trompé les masses sur la vraie nature des bourgeoisies occidentales ; et, au nom de la fausse image ainsi fabriquée, on a mis un frein aux luttes ouvrières, semant la confusion et le désarroi dans le mouvement prolétarien. C'est parce que l'U.R.S.S. était alliée à Churchill et à De Gaulle que les travailleurs français ont du taire leurs revendications devant ces bourgeois, qu'on voulait habiller en démocrates. C'est au nom de cette alliance qu'on a brisé et opprimé le peuple allemand. Toutes ces trahisons successives ont renforcé l'impérialisme et momentanément affaibli la révolution.*

Tirons une leçon de cette affaire. Dans le monde actuel, la réalité essentielle demeure l'opposition entre les classes, qui se manifeste aussi à l'échelle internationale par l'opposition entre les pays capitalistes et les Etats ouvriers. Dans cette lutte permanente, accorder la moindre confiance à une bourgeoisie nationale, attacher trop d'importance aux contradictions entre les capitalistes c'est aller contre l'intérêt des masses. Ce qui était vrai en 1945, l'est plus encore en 1954, où l'impérialisme tout entier est coalisé contre la révolution : il faut impulser sans cesse davantage la lutte révolutionnaire des ouvriers et paysans.

J. ROBLIN.

JAPON
La crise est ouverte

La démission du gouvernement Yoshida vient d'ouvrir une crise qui aura des conséquences importantes. Son successeur Hatayoma n'a pu être investi qu'en promettant de démissionner rapidement pour organiser des élections.

Autrefois classée parmi les premières puissances économiques du monde, le Japon a vu son économie démantelée à l'issue de la guerre. Mais rapidement, le potentiel productif du pays s'est rétabli, grâce à la guerre de Corée notamment. Une fois terminée cette dernière, le problème des débouchés s'est trouvé posé avec une grande acuité : le marché chinois était fermé ; bien d'autres régions encore étaient passées sous la domination économique d'autres concurrents. Le réarmement était la solution salvatrice, qui n'allait pas cependant sans grandes difficultés. La bourgeoisie japonaise se divisa sur ces questions. L'hostilité de beaucoup de milieux à l'alliance américaine, dont Yoshida soulignait l'importance vint aggraver les discussions. Malgré les multiples manœuvres de l'ancien premier ministre, la crise vient d'aboutir à un tournant.

En même temps, le prolétariat, condamné à une misère terrible, fait preuve d'un très grand dynamisme. Le vote en faveur des socialistes de gauche, les manifestations de rue, du type de celles du 1er mai 1952, la protestation contre les expériences atomiques, le récent congrès des syndicats, où fut prise la décision de déclancher une campagne revendicative : tout démontre que les masses japonaises sont prêtes à la lutte.

Les contradictions de l'impérialisme japonais sont arrivées à un tel degré d'acuité, que des combats violents peuvent éclater. Ils pourront prolonger l'actuelle crise gouvernementale en crise révolutionnaire permettant à une avant-garde consciente de se manifester. La situation de l'Extrême-Orient en serait bouleversée.

S. E. L.

L'histoire du mouvement ouvrier	100 fr.
La philosophie marxiste	100 fr.
BELDEN	
La Chine ébranle le monde	690 fr.
ROSMER	
Moscou sous Lénine	600 fr.

A l'occasion du 37e anniversaire de la Révolution d'Octobre. Lisez et relisez :

TROTSKY	
Histoire de la Révolution russe (2 vol.)	1.800 fr.
La Révolution trahie	600 fr.
V. SERGE	
Mémoires d'un Révolutionnaire	600 fr.
DEUTSCHER	
La Russie après Staline	480 fr.

A l'occasion des fêtes qui approchent, commandez au S.E.L., dès aujourd'hui, les livres d'art, livres d'enfants, jeux éducatifs etc.

Envoyez vos commandes à :
« La Vérité des Travailleurs »

(Service de librairie)

64, rue de Richelieu - PARIS-2e
C.C.P. 6965-68 Paris

NOTRE INTERNATIONALE

LES TRAVAUX DU 15e PLENUM DU C.E.I.

Le 15e Plenum du C.E.I. s'est réuni dans le courant du mois de novembre.

L'ordre du jour du Plenum comportait les points suivants :

a) rapport sur l'évolution de la révolution chinoise et résolution sur le caractère de classe de la République populaire de Chine.

b) rapport sur la situation intérieure de l'Internationale depuis le 4e Congrès mondial.

c) rapports des sections.

d) rapport sur l'évolution de la situation internationale depuis le 4e Congrès mondial.

e) questions diverses.

Le Plenum a adopté une résolution sur la Chine caractérisant cet Etat comme un Etat ouvrier. Le rapport sur cette question fait état d'informations récentes données par les dirigeants du P.C. chinois. Nous renvoyons nos lecteurs notamment au dernier numéro de la revue IVe Internationale.

Les rapports des diverses sections ont démontré une série de succès réalisés depuis le 4e Congrès mondial. Le rapport allemand fut particulièrement encourageant.

Le C.E.I. a d'autre part pris connaissance d'une série de nouvelles concernant le travail de l'Internationale en Indonésie, en Australie, en Amérique latine, à Ceylan.

Il a voté en outre le texte d'une déclaration sur la libération des frères Field, que nous reproduisons.

Le C.E.I. adopta le rapport sur la situation internationale depuis le 4e Congrès mondial.

Ce rapport qui insiste partculièrement sur la situation économique actuelle dans le bloc impérialiste et aussi dans les Etats ouvriers — analyse reprise dans la revue IVe Internationale — conclut :

La caractérisation de cette période, commencée dès la fin 1953, comme **critique,** comme nous l'avons fait plus particulièrement depuis le 12e Plenum (octobre 1952), où la guerre devient **possible,** sans qu'elle éclate **nécessairement,** est à notre avis toujours la seule, qui tient compte des véritables forces et de leur interaction, agissant dans la réalité actuelle.

La perspective de la « détente » par contre est une notion qui, au fond, présuppose, en dehors d'autres considérations, à la fois deux éléments : une longue période devant nous d'évolution économique favorable du capitalisme ; un apaisement prolongé du processus révolutionnaire actuel, ne mettant pas en danger grave le **statu quo** international actuel.

Aucune direction prolétarienne responsable ne pourra pas être prête à s'orienter sur une telle perspective.

Mais revenons sur les perspectives résultant de la ratification maintenant probable des **accords de Paris.**

Ce fait marquera inévitablement dès le début un important changement du climat actuel en Europe occidentale en particulier, et exacerbera de nouveau la lutte des classes.

Nous avons pour le moment à nous occuper de la lutte que nous devons toujours mener pour empêcher, encore et malgré tout, le réarmement de l'Allemagne. (La ratification est une chose ; la réalisation effective du réarmement allemand n'en reste pas moins une autre). Par la force des choses, cette lutte revient maintenant en premier lieu au prolétariat allemand. C'est lui qui aura à lutter, par tous les moyens et sous toute forme, contre la reconstruction de l'armée bourgeoise allemande intégrée dans la coalition atlantique contre-révolutionnaire.

Les récentes grandes luttes en Allemagne, ainsi que des résultats des élections montrent que le prolétariat allemand veut lutter et luttera contre le réarmement. Notre tâche en Allemagne est de voir grand et audacieusement en cette matière, et par tous les moyens propulser la plus ample et la plus décidée des luttes contre le réarmement allemand.

Au même temps, nous avons le devoir en Angleterre, en France, en Italie et les autres pays européens d'épauler la lutte inévitable du prolétariat allemand contre le réarmement, par des actions de solidarité de la plus grande ampleur possible, prêchant, propulsant, forgeant le plus ample front unique possible de toutes les organisations prolétariennes.

Par le fait de la lutte du prolétariat allemand, placée au centre de la lutte contre le réarmement allemand, toute cette question se trouvera transformée et imbuée de contenu éminement prolétarien et internationaliste.

La lutte contre le réarmement allemand, dans le cadre de ces considérations et perspectives, devient pour les mois à venir la lutte politique principale pour tout le prolétariat européen.

Le Comité Exécutif de la IVe Internationale demande

LA REVISION DES PROCES DE MOSCOU, PRAGUE, BUDAPEST...

Les gouvernements polonais et hongrois viennent de libérer les frères Noel et Herman Field, en déclarant que les accusations d'espionnage portées contre ces citoyens américains détenus depuis 1949 se sont révélées fausses. Or, c'est en grande partie sur la base de ces accusations et des « aveux » extorqués grâce à eux qu'ont eu lieu les procès Rajk (Hongrie 1949), Merker (Allemagne orientale 195), Slansky (Tchécoslovaquie 1952), que les accusés de ces procès ont été exécutés, que d'autres ont été détenus.

La libération des Field vient après le désaveu du « complot des médecins soviétiques », la condamnation de Beria entre autres pour s'être servi de la police soviétique à des fins criminelles, des déclarations du leader hongrois Kovacs que la police avait monté des machinations contre des membres du parti. En outre, à Moscou, Varsovie, Budapest, des hommes politiques ont été récemment libérés sans bruit, qui avaient été accusés des pires forfaits.

Cette accumulation de faits prouve que tous les procès n'ont pas été le produit d'erreurs ou de machinations individuelles. Depuis les grands procès de Moscou d'avant-querre, ces procès qui ont reçu la plus large publicité constituaient un moyen politique de gouvernement, le moyen par excellence de Staline pour remplacer le régime de démocratie ouvrière par une dictature bureaucratique, contre les véritables intérêts des masses travailleuses. C'est par ces procès qu'il a fait périr les vieux bolcheviks (Zinoviev, Kamenev, Boukharine...) et préparé l'assassinat de Léon Trotsky.

Les mesures de libération prises actuellement envers les victimes ne sont nullement suffisantes.

Il faut réhabiliter la mémoire de ceux qui ont été salis et exécutés.

Il faut rétablir la vérité auprès de millions de travailleurs.

La révision de tous les procès de Moscou, Budapest, Prague, Sofia... s'impose impérieusement. La condamnation ouverte des plus infâmes procédés de l'ère stalinienne, loin d'affaiblir l'U.R.S.S. et les « démocraties populaires », renforcerait la solidarité des travailleurs envers les Etats ouvriers contre lesquels s'organise la coalition impérialiste.

Le Comité exécutif de la IVe Internationale appelle tous les travailleurs et toutes les organisations ouvrières à demander la révision pleine et entière de tous les procès qui ont frappé des milliers parmi les meilleurs militants de la révolution socialiste et trompé des millions de travailleurs.

Le 23 novembre 1954.

Commandez le numéro de Décembre de

IVe INTERNATIONALE

Au sommaire :

L'éditorial : De la C.E.D. à la C.E.D.

Des notes éditoriales sur :

Le mouvement ouvrier anglais, l'Italie, les élections américaines, le voyage de Nehru à Pékin, les rapports U.R.S.S.-Yougoslavie...

Un inédit de L. TROTSKY :

L'homme ne vit pas seulement de « politique »

Des études :

La chute d'Arbenz (I. Frias). De Gasperi (L. Maitan). Problèmes de la réforme agraire en Egypte. La chute de Vargas (M. Souza). La bataille des salaires en Allemagne occidentale. La République populaire de Chine a cinq ans (P. Frank). Le sens et les perspectives de la politique de la IVe Internationale (M. Pablo). Témoignages sur l'U.R.S.S. post-stalinienne (J.-P. Martin). La Ire Internationale (E. Germain).

Des notes sur la conjoncture économique, la vie du mouvement ouvrier et de l'Internationale.

Le numéro de 80 pages : 150 fr. — Commandes au C.C.P. « La Vérité des Travailleurs » 6965-58 Paris.

MENCHEVIK et THERMIDORIEN

Le monde bourgeois a trouvé des qualités à Vichinski. Le gouvernement soviétique a été plus sobre pour celui qui occupait de très hautes fonctions dans l'appareil d'Etat, n'insistant que sur la dernière partie de sa vie.

Dans sa jeunesse, il avait participé à la révolution de 1905 dans sa province, comme toute la jeunesse universitaire de l'époque. Mais, la révolution écrasée il renonça à l'action politique et devint un célèbre et fortuné avocat. En 1917, quand la révolution gronde à nouveau, il rejoint les mencheviks. En 1920, quand le pouvoir soviétique a triomphé dans la guerre civile, il rejoint les bolcheviks. Et rapidement, sa « souplesse » se manifeste au service de la bureaucratie montante.

Il gagne ses galons dans les infâmes procès contre la vieille garde bolchevique. Comme procureur, il couvre des pires injures : « rat visqueux, vipère, lubrique cochon matiné de renard... » des révolutionnaires comme Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Rakowsky, Piatakov, I.-N. Smirnov... dont toute la vie avait été consacrée à la cause du socialisme.

Après la guerre, il devint le grand homme des Nations unies, où il trouva l'occasion, dans une session à Paris, de désavouer Lénine.

Il suit de près son grand patron dans la tombe. Leurs noms resteront associés aux plus grands crimes du régime bureaucratique

Les patrons de la métallurgie céderont devant le front unique

Des revendications particulières, des protocoles d'entreprises sont arrachés çà et là par la lutte des travailleurs. Cependant, dans la corporation décisive de l'industrie française la métallurgie, les patrons viennent d'opposer une brutale fin de non recevoir aux organisations syndicales, interrompant purement et simplement les pourparlers en cours sur les salaires.

Cela n'est certes pas un fait forfrançais allant dans le sens d'une tuit, c'est une tendance du patronat non reconnaissance des organisations de la classe ouvrière. En cela, ils ne font que suivre l'attitude de Mendès France.

A son exemple, les patrons de la métallurgie tentent de se donner une plus grande liberté de manœuvre, et, échappant aux contraintes d'un accord avec les organisations de la classe ouvrière, se donner la possibilité, en lâchant des miettes à leur guise, de diviser celle-ci.

Les travailleurs ne se laissent pas duper par ces tentatives de paternalisme gouvernemental et patronal. Ils savent quelles conquêtes représentent pour eux les organisations qu'ils ont construites au cours de leurs luttes. Ils imposeront aux patrons la reprise des pourparlers et exigeront de leurs organisations la réalisation du front unique à tous les échelons qui fera plier le patronat.

Lettre de chez CHAUSSON

Les usines Chausson représentent bien ce que peut être l'organisation capitaliste. En plus de la hiérarchie habituelle, il y a les entraîneurs, appelés chefs de groupes, par pudeur et choisis pour leurs capacités de rendement, sans souci de leurs qualités professionnelles. Il y a sept taux différents pour le salaire des ouvriers, et ceci dans chaque catégorie (faible, moyen, fort, etc.). Ce qui montre les aspirations patronales de spécialiser chacun à sa machine, en créant un tarif à chacune d'elles. Tout cela naturellement pour en arriver que l'ouvrier avec l'habitude ne formera plus qu'un avec sa machine, et ce sera elle qui le dirigera, et non lui qui en sera le maître.

A l'embauche, on fixe un taux pour les trois premiers mois, ce qui permet au patron de voler encore un peu plus pendant ce laps de temps, mais le pire c'est que ces trois mois s'éternisent, et même six mois après certains en sont encore au taux d'embauche. Aux réclamations, on répond souvent « qu'on doit changer d'atelier », alors c'est le nouveau chef qui décidera, ou bien l'on vous promet, et vous attendez leur bon vouloir. Ce qui prouve combien l'ouvrier a besoin de s'unir pour lutter et obtenir toutes ses revendications justifiées. Mais les ouvriers de chez Chausson, comme d'ailleurs, sauront montrer un jour aux patrons qu'ils sont capables d'être autre chose que des automates.

OPINIONS DES TRAVAILLEURS

Relevé sur un des papillons « La Vérité des Travailleurs » collés autour de chez Chausson : « RECLAMER LA RETRAITE A 55 ANS » écrit à la main par un travailleur de l'usine.

CONGRES DE LA METALLURGIE C.G.T.

— COMMENT S'EST EFFECTUEE LA PREPARATION DE CE CONGRES ?

— Cette année, il y a une amélioration certaine par rapport aux années précédentes, et cependant la désignation des délégués s'est encore faite en général, par les commissions excutives des syndicats, et trop rares furent les assemblées de syndiqués. De plus il aurait été bon, par exemple, qu'une tribune de discussion, dans le genre de celle faite dans « l'Humanité » pour la préparation du Congrès du P.C.F., soit ouverte dans les colonnes de « l'Union des Métallurgistes ».

— QUELS ONT ETE LES PRINCIPAUX THEMES DU CONGRES ?

— La lutte revendicative pour les salaires, et la lutte contre les accords de Londres et de Paris. Dans les interventions à la tribune du Congrès, de nombreux camarades ont montré que la combattivité des métallurgistes était toujours intacte.

On a enregistré que depuis le dernier Congrès qui s'était tenu en octobre 1952, les salaires avaient marqué une légère augmentation.

Par exemple, dans l'industrie automobile, les patrons ont dû céder à plusieurs reprises des augmentations de salaires. Des informations ont été données sur la disparité des salaires, sur l'augmentation de la productivité par l'application de méthodes de travail inhumaines, sur la concentration capitaliste, sur les conséquences du plan Schumann.

La lutte contre les accords de Londres et de Paris, fut le thème sur lequel la direction insista le plus. Contre la C.E.D., des actions avaient eu lieu dans des entreprises, elles ne dépassaient pas souvent le cadre des listes de signatures, ou de délégations. Par contre, la lutte contre les nouveaux accords n'en est encore dans les entreprises qu'au démarrage. La direction en insistant surtout sur le côté national de cette lutte n'a pas contribué non plus à éclaircir le problème .La contradiction entre l'appel à la fraternisation avec les travailleurs allemands et la dénonciation « patriotique » des « trois invasions » subies par la France, fut remarquée par un grand nombre de délégués. J'ai entendu plusieurs délégués dire qu'ils n'avaient jamais relevé aussi souvent le mot « patriote » que pendant le Congrès.

— ET SUR L'UNITE D'ACTION ?

— L'unité qui est aujourd'hui la question dominante du mouvement ouvrier, fut également abordée. C'est Lunet qui souligna les progrès de l'unité avec F.O., sur le plan des entreprises, et au cours de la discussion de la convention collective de la région parisienne. C'est Benoit Frachon qui, dans son intervention, insista beaucoup sur l'unité, mais il le fit surtout sur la base de la lutte contre les accords de Londres et de Paris.

Mais aucune proposition ne fut faite en direction des sommets de Force Ouvrière.

— QUELLES SONT LES CONCLUSIONS QUE L'ON PEUT TIRER DE CE CONGRES ?

— Dans les entreprises, la lutte actuelle n'est pas débordante. Et la politique suivie par les directions ouvrières n'est pas pour la susciter ! Après les grèves d'août 1953, la grève du 29 janvier, la journée nationale du 28 avril, tous les esprits tendaient vers une lutte d'ensemble de la classe ouvrière. C'est en vain que l'on cherche cette idée dans la discussion au Congrès. De plus on s'est borné, comme je te l'ai dit, à parler de l'unité à la base, sans faire aucune proposition d'unité au sommet. Pourtant aujourd'hui ce que la classe ouvrière attend, c'est une perspective d'ensemble, appuyée sur une politique d'unité de la bas au sommet. Les revendications des travailleurs posent la question d'un autre gouvernement, d'un gouvernement de la classe ouvrière. Cette perspective d'ensemble pour un tel but, c'est aux militants du P.C.F. qu'il appartient de la dégager.

LA GREVE des ROULANTS S.N.C.F.

Après de longues consultations sur l'éventualité d'une grève pour la défense de leurs revendications particulières, la Fédération générale autonome des agents de conduite a lancé **seule** le mot d'ordre de grève de 48 heures, la majorité des roulants qu'elle consulta s'étant prononcé pour une telle forme d'action. Les effets en ont été faibles, la participation la plus forte, disons la moins faible, ayant lieu dans les catégories de roulants les plus défavorisés (traction électrique, autorails) ceci malgré le profond désir de tous les cheminots et particulièrement des roulants, de passer à l'action pour leurs salaires et autres revendications (arrêt de la compression des effectifs, opposition à la fermeture des lignes de chemins de fer entre autres) qui constituent des mesures « d'assainissement » de « rationalisation » de « productivité » en un mot, du gouvernement Mendès-France, et qui de ce point de vue nécessitent la mobilisation la plus large de toute la classe ouvrière, et en premier lieu bien sûr, **de tous les cheminots.** Cette lutte générale, la F.G.A.A.C. en a conscience puisqu'elle est la seule organisation syndicale de cheminots a avoir répondu positivement aux propositions d'unité d'action de la C.G.T. mais elle a reculé devant la préparation d'une telle lutte d'ensemble, devant la campagne systématique d'unité d'action qu'elle nécessite.

On peut remarquer que le recul de la C.G.T., qui affirme être surprise alors que la F.G.A.A.C. avait commencé depuis longtemps la consultation des roulants, constitue une condamnation du « particularisme » des revendications de catégories, de la fragmentation des luttes, et qu'en conséquences, elle va devoir revenir à la définition d'une politique **d'ensemble** susceptible de mobiliser **l'ensemble** des cheminots, roulants compris.

On pourrait en dire autant de Force Ouvrière et autres organisations de cheminots, mais que peut-on penser de l'attitude de la Fédération F.O. des cheminots qui condamne sans appel la grève « catégorielle » des roulants, ajoute que: « c'est l'ensemble des revendications des cheminots qu'il faut faire aboutir », mais **limite d'unité d'action** d'inaction pourrait-on dire, aux seules C.F.T.C., C.G.C. et Cadres autonomes qui ne passent pas pour regrouper l'ensemble des cheminots.

Force Ouvrière et le Gouvernement Mendès-France

Le Congrès confédéral Force Ouvrière est le premier congrès d'une grande organisation depuis la constitution du gouvernement Mendès-France. S'il existait encore des travailleurs nourrissant quelque espoir en une condamnation du plan de « rénovation économique et politique » de la bourgeoisie française qu'incarne Mendès-France, ils en sont pour leurs frais.

En ce qui concerne l'Afrique du Nord, la majorité réformiste considère que : « l'œuvre accomplie par la France se trouve entravée par une minorité de colonialistes ». « ...le terrorisme n'est pas le fait des populations laborieuses soucieuses de leur émancipation par la concorde et le bien-être » et de toutes façons : ...condamne les attentats et assassinats qui troublent la paix sociale et freine l'évolution attendue par tous les travailleurs ». La perspective de la réalisation d'une coalition militaire impérialiste contre l'U.R.S.S., la Chine et les démocraties populaires, voit le Congrès affirmer « ...l'impérieuse nécessité de la défense du danger permanent » qu'incarne l'U.R.S.S. baptisée « impérialiste ». Tout ceci à travers les pantalonnades d'un Le Bourre hystérique, prêt à se transformer en sergent recruteur pour la nouvelle « légion antibolchevique ».

Pour le reste, on considère d'un œil très bienveillant les mesures de concentration industrielle de l'Etat capitaliste et « on » va jusqu'à faire « sienne » la théorie des « salaires liés à la productivité », chère à M. France, et Force Ouvrière réintège le Comité national de la productivité que le précédent Congrès confédéral avait boycotté.

La confiance dans l'initiative des masses, en leur combat, se transforme aujourd'hui en confiance envers : « ...*les pouvoirs publics* qui doivent par tous les moyens dresser l'inventaire des besoins et des disponibilités en main-d'œuvre, etc. ».

Les militants révolutionnaires peuvent regretter que les militants F.O. qui, dans les combats de tous les jours, se trouvent amenés à s'unir aux militants C.G.T., à l'usine ou à l'échelle de leur syndicat ou de leur fédération, pour faire front à la bourgeoisie, continuent à approuver la prise de position très nette du Congrès « refusant toute unité d'action avec la C.G.T. ». Les grèves d'août 1953 furent traitées largement par la minorité de ce Congrès, car Bothereau à ce sujet fut plutôt timide dans son rapport, aussi timide qu'en août 1953 où, largement aidé dans son action par le Bureau confédéral F.O., il « réussit à mettre en contact les grévistes et les ministères intéressés ». La responsabilité confédérale dans un mouvement général de la classe ouvrière comme l'était août 1953 ressemble étrangement à l'attitude d'un Ponce-Pilate, pour le plus grand profit de l'Etat bourgeois.

Ne terminons pas sans signaler la présence de nombreux délégués coloniaux, obtenant que certaines de leurs revendications figurent dans la résolution finale et les interventions de la minorité arrivant à grouper deux mille mandats, qui, malgré des divergences en son sein, réussit néanmoins à se grouper sur les problèmes de la lutte contre la productivité et pour l'unité d'action.

L'augmentation générale des salaires le retour généralisé à la semaine de quarante heures en cinq jours, que réclame la résolution finale, passe fatalement par le combat contre la bourgeoisie, *en commun avec toutes les organisations ouvrières*, et en premier lieu avec la C.G.T.

C'est à cette tâche que les militants F.O. doivent s'atteler.

C'est ce point de vue de l'unité d'action ouvrière qu'il faut faire triompher.

Dans les Usines, les Chantiers, les Bureaux...

LES DESSINATEURS DE LA SNECMA-KELLERMAN.

5 heures de grève

Il n'est pas si courant de voir les dessinateurs, et en général nos camarades en blouse blanche, se lancer dans un mouvement revendicatif, pour qu'il soit permis de signaler ceci :

Le 30 novembre les dessinateurs travaillant sur le « Vulcain », prototype à réaction, ont débrayé pendant cinq heures, pour leurs salaires. La direction fait beaucoup de promesses, mais ne doit plus s'en rappeler. Les mensuels se rendent bien compte qu'ils sont autant exploités que leurs camarades ouvriers et ils sont capables de lutter aussi.

(Correspondant.)

LES TISSERANDES ONT REPRIS LE TRAVAIL A LA COTONNIÈRE de VALDOIS

(Territoire de Belfort)

Ce sont des femmes, elles conduisent un nombre effarant de machines, elles gagnent un salaire dérisoire.

On voulait encore leur augmenter, pas les salaires, mais le nombre de machines à conduire.

Il n'y avait pas contrôle des normes et des charges de travail par les médecins du travail.

Elles ont lutté pendant plus d'un mois. Un mois de grève c'est long. Mais les travailleurs et la population de la région les ont aidées. 1.550.000 francs ont été collectés.

Elles ont repris le travail, ayant obtenu :

— la levée de toute sanction ;

— pas d'obligation de conduire un nombre supérieur de métiers à ceux qu'elles conduisaient avant le conflit.

La garantie effective des salaires accordée pendant toute la période d'essai quelque soit le nombre de métiers conduits.

La création d'une commission des normes, notamment la participation des médecins du travail pour l'étude de la question des charges.

Au cas où ces clauses de reprise seraient remises en cause, les ouvrières puisent dans le soutien qui ne leur a pas été ménagé, l'assurance de trouver l'appui nécessaire pour en obtenir le respect et défendre la santé et la dignité des travailleuses.

(Correspondante.)

LES MARINS PÊCHEURS

(Boulogne-sur-Mer)

En cette époque, il n'est pas la peine d'insister sur le dangereux travail des marins-pêcheurs. Les drames récents viennent jeter une lumière crue sur les conditions dans lesquelles des hommes travaillent quotidiennement sans héroïsme, simplement pour gagner leur vie.

Il faut savoir aussi combien ces hommes sont exploités par les armateurs qui retiennent illégalement des sommes allant de 5 à 28 % sur leurs salaires pour payer les frais de déchargement du poisson.

Les marins de huit chalutiers de Boulogne-sur-Mer, ont fait grève pour la restitution des sommes indûment retenues et le respect de l'intégrité des accords signés en 1947 entre marins et armateurs...

RESULTATS DE LA GREVE

2.700.000 fr. seront remboursés par les armateurs. C'est là une première victoire dûs à l'action des équipages de chalutiers, et par là même, la reconnaissance de la légitimité de la réclamation faite par le syndicats C.G.T. des marins-pêcheurs de Boulogne-sur-Mer.

Ceux-ci demandent également la discussion immédiate de la convention collective des marins-pêcheurs.

(Correspondant).

CIMENTERIES POLIET ET CHAUSSON

Après quatorze jours de grève, les travailleurs de la cimenterie Poliet et Chausson, Garganville (S.-et-O.) ont obtenu partiellement satisfaction. Les grévistes avaient mis les patrons en demeure de commencer la discussion sur le cahier de revendications et de la mener à son terme en deux jours. Ils n'ont repris le travail qu'à cette condition.

Les classifications ont été relevées, ce qui constitue une augmentation notable de salaires.

— Des primes de panier, de nuit, de chaleur, de hauteur (pour les maçons) de salissure, ont été accordées, qui vont de 25 à 30 fr. de l'heure ;

— Les ouvriers ont exigé la convocation de la commission paritaire pour la révision de la convention collective, qui est aussi celle de quarante et une autres cimenteries existant en France.

DUNLOP-MONTLUÇON

Un conflit aux proportions imprévisibles a opposé cinquante ouvriers au formidable trust Dunlop.

A l'origine, ces cinquante ouvriers travaillant dans un des ateliers les plus défavorisés de l'usine, dans des conditions insalubres (déchargement et conditionnement de produits chimiques nocifs) se faisant des salaires n'atteignant pas 1.200 francs par jour, posaient la revendication minime de 100 fr. d'augmentation par jour. De quoi mettre à bas le trust Dunlop ! Les capitalistes ne reculent devant rien pour tenter de briser la combattivité ouvrière. C'est ainsi que plutôt que de céder à cette revendication, qui leur aurait coûté 5.000 francs par jour, ILS ONT LOCK-OUTE 4.600 TRAVAILLEURS PENDANT UNE SEMAINE, privant ceux-ci de 10.000.000 de salaire quotidien, dépensant pour accomplir leur forfait 90.000 francs de timbres pour prévenir les travailleurs du lock-out, perdant des sommes importantes de matières premières en souffrance, frais à la S.N.C.F., etc. Montluçon vit essentiellement de l'activité de cette entreprise : c'est bien entendu le moindre souci des requins de Dunlop acharnés à réduire les travailleurs à une surexploitation forcenée. Cette bataille est devenue l'affaire de Montluçon tout entier. Toutes les organisations démocratiques et toutes les personnalités, toutes les catégories de petits et moyens commerçants et artisans de la ville, tous les travailleurs des autres catégories sont intervenus auprès des autorités, du Ministère du Travail, pour faire cesser le lock-out. Devant le bloc des travailleurs et de la population, le trust a dû céder, remettre l'usine en activité. S'il avait crû dresser tous les travailleurs de l'usine contre leurs camarades en grève, sa manœuvre s'est vu déjouée. Les trusts les plus puissants, leurs manœuvres les plus perfides, s'écroulent devant le front unique des travailleurs.

ARSENAUX

Les techniciens des arsenaux de la marine ont été exclus de l'augmentation de 7 % accordée aux travailleurs de l'Etat.

Depuis le 20 octobre, plus de cinquante débrayages ont eu lieu, tant à Brest qu'à Cherbourg, Indret, Toulon et Lorient.

Ils demandent comme première mesure, un acompte de 7 % pour tous à compter du 1er juillet, exigent la réunion de la commission paritaire de Paris, des salaires et du reclassement.

Les fédérations C.G.T., C.G.C. (Autonomes), C.F.T.C., ont déposé ensemble une demande d'audience au Ministère

Les Travailleurs du Livre passent à l'action

En demandant, en septembre dernier, le paiement d'un treizième mois de salaire pour les travailleurs de la presse parisienne le Syndicat du Livre formulait une revendication inscrite à son programme depuis plusieurs congrès. Désirant passer le cap de la fin de l'année sans y donner suite, le syndicat patronal de la presse parisienne fit traîner les choses en longueur jusqu'à la mi-novembre, et il fallut la menace d'un mouvement pour obtenir une réponse, d'ailleurs négative, mais qui n'excluait pas la discussion. Mais sans doute les patrons reçurent-ils par la suite des assurances de soutient du C.N.P.F. et du gouvernement, car ils posèrent avant toute discussion sur les salaires des conditions qu'ils savaient parfaitement inacceptables Outre une révision des normes de travail dans les imprimeries, ces conditions ne tendaient rien moins qu'à supprimer le contrôle de l'embauche par le Livre et l'élection des cadres, deux des « privilèges » du Livre qui ont fait sa force, et que l'on essaie également de détruire en ce moment par la voie parlementaire. On apprenait en outre que les patrons avaient signé un accord notarié par lequel ils s'engageaient à ne pas accepter séparément la discussion avec le Livre.

Il faut dire que ce raidissement de la position patronale désarçonna quelque peu les dirigeants du Livre parisien, traditionnellement habitués, en ce qui concerne la presse, à trouver des patrons assez compréhensifs. On connaît en effet l'intérêt vital que représente la « grande presse » pour la bourgeoisie, qui a toujours préféré « lâcher du lest » au moment opportun, ce dont les ouvriers bénéficièrent d'ailleurs, mais ce qui entraîna aussi une certaine tendance à la collaboration de classe chez les dirigeants syndicaux. C'est pourquoi la direction du syndicat se borna, après une demi heure de grève générale effectuée à 100 %, à n'ordonner, malgré le désir des travailleurs qui auraient voulu continuer l'action d'ensemble, que des mouvements inopinés et limités à certains ateliers de certains journaux, ce qui rendait la parade patronale plus difficile, mais limitait malgré tout l'efficacité du mouvement, et risquait de le faire traîner en longueur, les patrons maintenant leur position intransigeante.

Il semblerait pourtant que ceux-ci ne vont pas tarder à revenir sur leurs positions, compte tenu de certains événements survenus dans la profession, où la combativité des travailleurs se manifeste d'une façon éclatante. En effet, les ouvriers des imprimeries d'Alsace viennent de reprendre le travail après une grève de plus de deux semaines (pendant laquelle le seul journal qui parut fut le quotidien du P.C.F. « l'Humanité d'Alsace-Lorraine » qui avait accepté de payer l'augmentation de salaires de 6 % demandée) grève terminée sur un compromis qui leur accorde une augmentation de 5 %. D'autre part, les photograveurs de la région parisienne viennent de déclencher la grève illimitée tant pour la revalorisation de leurs salaires que pour la défense de leur spécialité (maintien du contrôle de l'apprentissage par le syndicat). Effective à 80 % cette grève est évidement peu sensible les premiers jours, mais elle va très vite gêner particulièrement les publications et la « presse du cœur ». Et c'est aussi un exemple fâcheux pour les autres travailleurs du Livre, qui seraient tout disposés à en faire autant, même en forçant un peu la main au syndicat. C'est pourquoi les pourparlers ont repris à la demande des patrons le lundi 13 décembre.

Notre allié le prolétariat allemand

Pour combattre la grève des ouvriers du Livre en Alsace, les patrons du Livre de ce département, ont demandé l'aide des patrons du Livre allemands, mais les ouvriers allemands, prévenus de la grève de leurs camarades français, ont fait échouer cette tentative de sainte alliance anti-ouvrière en refusant de jouer les briseurs de grève contre leurs camarades français, menaçant eux-mêmes de cesser le travail.

Ceci est un bel exemple de solidarité internationale des travailleurs, seul moyen efficace de lutter contre toutes les manœuvres de la sainte alliance du patronat franco-allemand.

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

En réponse à l'appel du P. S. Allemand

CONFÉRENCE OUVRIÈRE INTERNATIONALE

Au moment où nous confectionnons ce numéro, nous apprenons l'appel du parti social-démocrate allemand aux partis socialistes européens pour qu'ils s'opposent à la ratification des accords de Paris afin de ne pas entraver l'unification Cet appel arrive tardivement et, vraisemblablement, n'exercera pas une grande influence sur les groupes parlementaires socialistes en France, Belgique et en Italie qui sont très engagés en faveur des accords de Paris.

Mais cet appel acquiert la plus grande importance si on tient compte de la perspective de grandes luttes de la classe ouvrière allemande contre la mise en application de ces accords. L'appel du P.S. allemand, qui compte près de neuf millions d'électeurs, c'est à ce point de vue un large appel à la solidarité ouvrière internationale qui touchera tous les travailleurs, toutes les organisations ouvrières. Il faut qu'autour de cet appel se tienne une GRANDE CONFERENCE OUVRIERE INTERNATIONALE, sous le patronage des P.S. et des P.C. de masse, pour l'aide internationale au prolétariat allemand contre le militarisme qui relève la tête, que va faire le P.S. français ?

CONTRE LA GUERRE COLONIALISTE EN ALGÉRIE

(SUITE DE LA PAGE 1.)

voit à quel brillant avenir est promise l'ère de collaboration franco-tunisienne.

L'Algérie étant la France, il n'y a pas de problème algérien comme chacun sait. Ce paravent juridique imbécile doit justifier le déferlement de la pire répression et l'emploi du contingent. Il laisse entrevoir les inculpations impressionnantes qui frapperont les protestataires. Pour masquer l'adhésion totale du peuple algérien aux partis nationalistes, il a fallu, depuis des années truquer grossièrement toutes les élections au point d'en faire une sinistre parodie universellement reconnue comme telle. Cela n'empêche pas les esprits libéraux avertis, à la Mitterand, de parler de l'attachement des musulmans à la France.

M. Mitterand a trouvé le remède : « Il faut nous acheminer vers l'application du statut de l'Algérie » promulgué en 1947 l'appliquer bien doucement, avec d'infinis précautions. Quelle ampleur de vues ! quelle générosité ? En attendant, l'action des partisans s'amplifie en Algérie, s'étendant à la région décisive de la Kabylie.

Tout le débat, tous ces problèmes touchent au plus près le prolétariat français. La promesse d'une répression renforcée en Afrique du Nord, qui prendra finalement l'aspect d'une véritable reconquête, d'une autre sale guerre ne peut laisser indifférent le mouvement ouvrier français. C'est dès maintenant qu'il faut briser dans l'œuf les velléités bellicistes de la réaction colonialiste.

On reste confondu devant l'attitude des parlementaires socialistes et communistes laissant toute l'initiative à la réaction.

Le P.S., honteusement, a voté sur cette question la confiance à Mendès-France, à la politique qui prépare et déjà commence la sale guerre d'Afrique du Nord ! Naegelen ancien gouverneur de l'Algérie, est venu apporter son concours au gouvernement... en demandant, bien entendu, l'application du statut de l'Algérie.

Le P.C.F. qui lui, a voté contre n'a cependant pas jugé digne d'envoyer un Duclos ou tout autre membre du Bureau politique à la tribune, y déléguant des orateurs de troisième ordre. L'Humanité *a relégué l'affaire dans un petit coin réduit. Rien ne doit venir assombrir l'idylle avec les opposants bourgeois aux accords de Paris ! Politique myope et stupide qui, sous prétexte de réalisme, tourne le dos aux réalités les plus aveuglantes et les plus profondes de la lutte de classe.*

En laissant s'instaurer et s'épanouir au grand jour les méthodes des SS et de la Gestapo en Afrique du Nord les partis ouvriers et leurs dirigeants se préparent de sombres lendemains. Pendant six jours, la police d'Alger a fait subir à Moulay Merbah, secrétaire général du M.T.L.D., le supplice tristement célèbre de la baignoire. Qui serait assez naïf pour s'imaginer que ces méthodes ignobles resteront toujours l'apanage des policiers d'outre-mer ? La lutte des peuples d'Afrique du Nord et celle du prolétariat français ne font qu'un. Contre l'une et l'autre, les sbires de la bourgeoisie si on les laisse continuer à s'exercer en Afrique du Nord, emploieront les mêmes méthodes.

Le déchaînement des colonialistes prépare un raidissement de la politique réactionnaire du gouvernement. Il n'y a pas d'autre issue à ce cycle infernal que le front unique de haut en bas du P.C.F. et de la S.F.I.O. et de tout le mouvement ouvrier, prélude à la vaste offensive prolétarienne qui répondra aux aspirations de tous les travailleurs.

A L'AIDE DE LA CLASSE OUVRIÈRE ALLEMANDE

(SUITE DE LA PAGE 1.)

sion du pays est la plus sensible. Adenauer est venu pour y combattre la social-démocratie en raison des positions qu'elle a exprimées sur la question du réarmement allemand. Or, le parti d'Adenauer gagne seulement sur la droite ; tandis que la social-démocratie y emporte la majorité des suffrages, accroissant ses voix sur les scrutins précédents.

Enfin, au cours des élections de Hesse et de Bavière, on a pu constater la volonté de résistance des jeunes sous une forme très militante. Le ministre de la guerre, Blank, s'est vu frapper à coups de bouteille et n'a guère pu parler pendant toute la campagne électorale.

Jusqu'à présent la lutte contre le réarmement de l'Allemagne capitaliste avait pour points d'appui principaux les pays de l'alliance atlantique. La lutte y fut viciée par l'argumentation chauvine, réactionnaire, la coopération des partis ouvriers avec les plus farouches nationalistes, la spéculation sur l'esprit « antiboche » qui sévit malheureusement encore trop. Mais maintenant, le centre de la lutte va passer en Allemagne ; la plus grande partie de l'opposition bourgeoise, en France et ailleurs, s'est effondrée ; la lutte va être portée en pointe par des « boches », par ces travailleurs allemands qui, depuis 1933 au moins, n'ont guère connu la solidarité prolétarienne internationale.

Cette situation nouvelle qui se prépare va être d'une importance capitale pour toute l'Europe et le monde. La classe ouvrière allemande va être appelée par la force des circonstances à engager des luttes qui intéresseront le monde entier. La classe ouvrière allemande aura besoin de la solidarité des classes ouvrières des autres pays, et en premier lieu de la solidarité de la classe ouvrière française.

Pour la susciter, il est non seulement grand temps d'extirper tout ce qui est manifestation de patriotisme, de nationalisme dans la propagande auprès des travailleurs de France ; il faut aussi dès maintenant voir ce que nécessite une véritable coordination de la lutte des prolétaires d'Allemagne et de France.

Les travailleurs d'Europe sont organisés et ils n'en sont point à agir indépendamment de leurs organisations. Or, en Allemagne, la classe ouvrière est organisée par le parti social-démocrate, tandis qu'en France la majorité de la classe ouvrière se trouve derrière le parti communiste. Le P.C. allemand est un facteur insignifiant dans la vie politique de l'Allemagne occidentale (où il ne recueille qu'un faible pourcentage aux élections), et le P.S. en France n'a pas l'oreille des couches les plus décisives du prolétariat. Si on élargit la question aux deux autres grands pays d'Europe intéressés, on voit que c'est le Labour Party qui domine le mouvement ouvrier anglais, tandis qu'en Italie, le P.C. a la majorité de la classe ouvrière avec lui.

La mobilisation de toute la classe ouvrière, la coordination des luttes ne peuvent se faire en ignorant les organisations telles qu'elles sont. On ne mobilise pas les ouvriers socialistes, on ne fait pas le front unique avec eux en obtenant quelques-uns d'entre eux à des meetings en dépit de l'attitude de leur parti.

LE FRONT UNIQUE DANS LES CONDITIONS ACTUELLES N'EST PAS REALISABLE EN DEHORS DES ORGANISATIONS TELLES QU'ELLES SONT. Et c'est pourquoi la lutte contre le réarmement allemand, qui nécessitera demain des actions de solidarité, des luttes communes avec les travailleurs allemands, exige impérieusement le front unique des partis ouvriers, le front unique du P.C. et des P.S., sans lesquels on ne peut mobiliser les grandes masses.

Le problème se pose tant sur le plan national que sur le plan international.

Les dirigeants du P.C. français soulignent dans leur propagande, depuis quelque temps l'opposition du P.S. allemand à la remilitarisation de l'Allemagne. Fort bien. Mais grâce à cela, s'ils associent ici ou là quelques socialistes, ils ne font pas avancer vraiment la réalisation du front unique. Pour y parvenir, il lui faut faire des propositions concrètes au P.S. qui vote pour Mendès-France mais n'a pas osé s'engager dans la participation gouvernementale. Il lui faut faire des propositions concrètes au P.S. pour une lutte commune sur un programme de défense des intérêts des masses travailleuses, avec pour objectif l'établissement d'un gouvernement P.C.-P.S.

Une telle campagne pour le front unique sera un élément des plus précieux pour préparer la lutte internationale des travailleurs contre le réarmement allemand. La lutte du prolétariat allemand posera le problème de l'organisation de l'aide à celle-ci. C'est une conférence internationale des grandes organisations ouvrières — partis et syndicats — qu'elles soient dirigées par les réformistes ou les staliniens, qui pourra stimuler une telle lutte internationale.

Ces deux directions se sont acharnées, chacune à sa façon, de développer, parmi les travailleurs, les sentiments nationaux au détriment de l'internationalisme prolétarien. Mais la marche à la guerre de la part de l'impérialisme est en train de faire venir au premier plan la question d'une lutte internationale coordonnée des travailleurs. Les vieilles directions ont bafoué et piétiné l'idée de l'Internationale des travailleurs. Celle-ci va ressurgir en Europe de la lutte des travailleurs allemands contre le militarisme dans leur pays.

Pierre FRANK.

Le n° 25 de LA VERITE DES TRAVAILLEURS a été saisi sur tout le territoire des "trois départements français" de l'Algérie.

Le Gérant : P. FRANK.
Impr. St-Denis, 86, fg St-Denis

Diffusé par les N.M.P.P.